

le monde  
libertaire

la revue de la Fédération anarchiste  
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

Écoutez Radio libertaire sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>

# le monde libertaire

## Solutions à la question sociale



le feu pour les uns  
l'eau pour les autres

M 02137 - 1407 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Vous dites que vous croyez à la nécessité de la religion ?  
Soyez sincère ! Vous croyez à la nécessité de la police. »

Nietzsche

hebdo n° 1407

du 15 au 21 septembre 2005

FOP 2520



# Sommaire

**Les damnés** de la ville, par Jean-Pierre Garnier, page 3

**L'État est inutile et criminel**, nous dit Nestor Potkine, page 4

**L'autruche** n'a aucune raison d'être tendre, par Frédo, page 5

Chez Electrabel, **ça frise le court-circuit** par Hertje, page 5

**Nouvelles des fronts**, par Hugues, page 6

**Vive la précarité !** nous dit la patronne du Medef, page 7

**Lucien Léger**, « le Figaro » et « le Monde libertaire », par André Sulfide, page 9

**Solidarité ! Solidarité !** avec les faucheurs de Nonette, par Daniel du Gard, page 10

**Contre la nation et sans État**, les Aroumains, par Nicolas Trifon, page 11

**Être condamné à mort**, aux États-Unis, par Chroniques rebelles, page 14

Les Chinois connaissent très bien **le capitalisme**, par Pierre Sommermeyer, page 17

**Nestor Makhno**, toujours et encore, page 19

Et nous rééditons l'Alexandre des **Travailleurs de la nuit**, par Jean-Pierre Levaray page 20

**De l'ivresse et aussi de Fassbinder**, par Claude Margat et Édouard, page 21

**Agenda**, page 23

**Forum social libertaire à Merlieux**, page 24



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.





Alors que certains pensaient faire vaciller le pouvoir en se rassemblant autour du NON au référendum, on attend toujours la rentrée ultra chaude promise. Peut-être leur manquait-il un nom autour duquel se rassembler. Celles et ceux qui ont tant œuvré pour cette victoire ont oublié de dire non au capitalisme et à sa résonance ultime qui est la mort. La mort par l'exclusion, la mort par les expulsions, la mort dans les transports libéralisés, la mort en prison, la mort chez soi, la mort au boulot...

De son côté, le gouvernement de De Villepin n'a pas non plus attendu la transformation du non pour accélérer sa politique d'exclusion et de non droit. Pour servir sur un plateau au Medef ce qu'il attendait depuis longtemps. Les cent jours que s'est donné le gouvernement ont résonné violemment dans les cœurs des « Sans ». Cent jours qui promettent une augmentation des jours sans et une recrudescence des jours de sang.

Du côté du Mexique, les « Sans visage » zapatistes ont interpellé les compagnes et compagnons du Mexique et d'ailleurs pour les aider à franchir une étape supplémentaire dans leur combat quotidien pour la dignité. Ils et elles ont rappelé que nous avons toutes et tous les mêmes mauvais gouvernements qui nous dirigent et que chacun-e là où il et elle est doit s'attacher à le combattre et à s'auto-organiser. Avec les lycéens, les sans-papiers, les mal-logés ou pas logé-e-s du tout, des brèches s'ouvrent, nous devons nous y engouffrer et ne pas laisser s'éteindre tous les feux de liberté et de dignité qui ont été allumés. Nous risquons de nous consumer avec les braises.

Le mouvement zapatiste ne se revendique pas anarchiste mais il est aujourd'hui un des rares mouvements qui dure, qui se remet en permanence en question et qui sait rassembler autour d'un seul ennemi: l'État. Nous ne serons jamais zapatistes mais nos desseins sont les mêmes. Nous ne voulons pas des partis politiques mais peut-être ne perdrons-nous pas notre « âme » d'anarchiste en construisant avec des hommes et des femmes véritables mais aussi différent-e-s.

N'attendons pas des centrales syndicales ou politiques qu'elles nous irradient de démocratie, prenons nos affaires en main.

## Les damnés de la ville

Jean-Pierre Garnier



LES MÉDIA S'ACCORDENT à proclamer que l'été 2005 aura été particulièrement meurtrier, à Paris mais aussi à la Nouvelle-Orléans, pour certaines catégories de citoyens que l'on dit « démunies ». Le feu pour les uns, l'eau pour les autres ont fait des ravages que journaux, radios et chaînes de télévision se sont empressés de propulser à la une de leur actualité. Si on les en croit, ces « drames » auraient fait office de « révélateurs ». « L'ouragan a fait ressurgir la question noire », opinait, par exemple, une plumitive de *Libération*. « La question du logement redevient d'actualité », découvrait l'un de ses confrères du *Monde*. Comme si l'on ne devait pas aux journalistes de leur acabit et aux politiciens dont ils se plaisent à colporter les inepties l'escamotage dont ces questions font d'ordinaire l'objet. En admettant que celles-ci ne soient pas elles-mêmes de faux problèmes.

« La question noire », aux États-Unis, n'a évidemment pas été résolue par l'intégration du général Colin Clark ou de l'experte Condoleezza Rice dans l'équipe de va-t-en-guerre, de menteurs et d'assassins qui officient à la Maison Blanche et dans ses dépendances. Ni par l'incarcération ou le placement sous contrôle judiciaire de plusieurs millions de délinquants à la peau foncée. De

même, « la question du logement », en France, n'a jamais cessé d'être actuelle pour les dizaines de milliers de mal-logés qui poireautent depuis des années sur des listes d'attente qui ne cessent de s'allonger. Mais, surtout, le projecteur braqué sur ces deux « questions » permet de laisser dans l'ombre celle qui ne doit surtout pas être posée de nouveau. Non pas cette « nouvelle question sociale » que les théoriciens altercapitalistes rêvent de voir réglée grâce à une « économie de marché régulée », mais la question sociale de toujours, à savoir celle qui découle de l'existence du capitalisme.

On sait – ou l'on devrait ne pas oublier – que pour les citoyens précarisés et paupérisés par ce mode de production, la ville est moins un « cadre de vie » qu'un cadre de survie. Et cela non seulement dans ce que l'on appelle encore le « tiers monde », mais aussi dans le « premier monde », à savoir celui où le capitalisme passe pour avoir depuis longtemps triomphé. Préposés, pour la plupart, aux basses besognes indispensables au fonctionnement des métropoles mondialisées, leur présence en leur cœur en tant qu'habitants y est de moins en moins tolérée.

Travailler dans la capitale comme employé d'une société de nettoyage, éboueur



à la Ville de Paris ou « agent de sécurité », par exemple, ne donne aucunement droit à y résider. Ces tâches ont beau concourir à la rendre « propre et sûre », comme en rêvent tout haut Delanoë et sa fine équipe « rose-verte », cela n'empêchera pas ceux qui les accomplissent et leurs familles d'être eux-mêmes considérés comme des obstacles à la « reconquête » des quartiers où ils ont trouvé avec peine un toit, et d'en être tôt ou tard évacués à leur tour comme de vulgaires déchets. Tous les moyens sont bons pour les repousser en périphérie, de plus en plus loin puisque l'on casse maintenant des milliers de logements sociaux pour éloigner davantage la racaille et « revaloriser » la banlieue proche. Et ce que la flambée des prix dans l'immobilier, les « rénovations » et autres « réhabilitations » n'auront pas réussi à faire, des incendies s'en chargeront. « Criminels » ou non ? Là, non plus, n'est pas la question.

À chaque fois que des habitants grillent dans les taudis collectifs où ils trouvent refuge, interrogations et supputations fleurissent autour de « l'hypothèse d'un acte criminel ». Cette quête médiatisée d'un éventuel coupable permet d'éliminer d'emblée une autre « hypothèse » : celle du caractère intrinsèquement criminel – et non pas seulement « laxiste » ou « impuissante » – d'une « politique du logement » qui revient à loger ou à laisser se loger des gens jugés indésirables dans des conditions telles qu'ils seront inévitablement amenés à vider les lieux qu'ils occupent indûment. « Indûment » car si les édifices délabrés où ils s'entassent sont promis à la démolition, ils sont situés dans des emplacements de choix qui ne sauraient plus longtemps être stérilisés : leur « revalorisation » offrira aux marchands de ville (promoteurs, agences immobilières, constructeurs, etc.) l'occasion de juteuses plus-values, leur « renouvellement urbain » facilitera celui de la population, leur « requalification » en fera des endroits réservés aux gens de qualité.

Paris la ville la plus « gentrifiée » – empetit-bourgeoisie – de France, s'est offert un maire « communicant » qui ressemble à une bande annonce pour un nouveau monde urbain. Un monde où l'on circule à bicyclette, en rollers ou à trottinette sur les « boulevards civilisés », où des « minorités » nanties et branchées tiennent le haut du pavé en se posant en persécutées à coups de « marches de la fierté », où les fêtes de la musique, Paris-plate et autres Nuits blanches servent à tester l'hébétement des populations, où l'on va, suprême audace, jusqu'à manifester de temps à autre en « faisant la fête », représentants des pouvoirs en place en tête, au nom d'un antifascisme d'opérette. Or, voilà que sous l'effet d'incendies fâcheux, le décor de ce magic kingdom pour bobos ravis risque de partir en fumée, révélant une sordide réalité qui n'aurait pas déparé, il y a plus d'un siècle et demi, les enquêtes de Villermé sur la pauvreté.

J.-P. G.

## L'État inutile, l'État criminel



**DÉCIDÉMENT**, l'État ne sert à rien, hormis à empirer ce qui déjà ne vaut guère. C'est la leçon à tirer de la mort, de la dévastation, du désespoir à la Nouvelle-Orléans. Les États-Unis vont sur la Lune, les États-Unis entrent en Irak comme dans du beurre, les États-Unis dépensent beaucoup plus pour leur armée que l'ensemble des autres nations de la planète réunies. Mais quand un cyclone attendu depuis cinq jours frappe, les États-Unis n'ont pas prévu grand-chose, les États-Unis laissent les pauvres, les vieux, les malades, enfin, les Noirs pauvres, les Noirs vieux, les Noirs malades, mourir ou tout perdre.

Tout perdre ? Oui, enfin, ceux qui avaient quelque chose. Parce que voici la leçon à tirer de Katrina (pourquoi n'appelle-t-on pas les ouragans Staline, Attila, Napoléon, George ?), même si cette leçon, nous anarchistes nous la connaissons déjà : les États-Unis sont un pays du tiers monde. Plus exactement les États-Unis sont trois pays : Cocagne pour les très riches, la République de Tranxénie pour les classes moyennes, l'Éthiopie pour les pauvres. Pourquoi Katrina a-t-il fait 10 000 morts, pour l'instant ? Parce que nos villes modernes restent farcies de pauvres, de clochards, de sans-abri, de vieux qui touchent en un mois ce qu'un avocat touche en un quart d'heure, parce que ces gens-là sont concentrés dans des quartiers analogues aux trous noirs galactiques : on y tombe irrésistiblement, on n'en sort jamais. Même quand la police passe avec des mégaphones hurlant : « Fuyez ! », on ne fuit pas. Parce que dans l'Amérique riche il n'y a pas ou peu de transports en commun, et que les Américains pauvres n'ont pas les moyens de se payer des transports individuels. Alors, les vieux, les malades, les sans-abri ne partent pas, parce que physiquement ils ne peuvent pas. Mais les blonds colonels de l'Air Force vont jusqu'à la Lune. Pourquoi Katrina a-t-il fait 10 000 morts, pour l'instant ? Parce que George W. Clown – qui a en commun avec Chirac, non d'être une ordure, ceci est un préalable à l'embauche chez les autorités, mais d'être le chef d'État le plus incompétent des deux derniers siècles – a dégarni la National Guard, unité paramilitaire peu reluisante, mais quand même censée nourrir, protéger, soi-

gner, loger lors des catastrophes. Où est la National Guard de Louisiane ? Un tiers est en Irak. Quelle surprise ! Où est la totalité de ses bateaux ? En Irak !

Pilleurs, nous dit-on. Hum ! Exxon, 25 milliards de dollars de bénéfices l'année dernière, Shell 34 % de profits trimestriels en plus ; eh bien, Exxon, comme Shell, comme tous les pétroliers des États-Unis, ont immédiatement augmenté le prix de l'essence, parce qu'une grande partie des raffineries de pétrole américaines est en Louisiane. Vous me direz, plus l'essence sera chère, moins on polluera. D'accord, mais quelle somme Exxon offre-t-il pour les victimes de Katrina ? On ne rit pas : deux millions de dollars. 0,1 % de ses profits. Pas son chiffre d'affaires, ses profits après impôts. Au fait, quelle est la contribution de l'industrie pétrolière au réchauffement global ? Oui, le réchauffement global, ce concept irréaliste avancé par ces rêveurs les zé... les za... j'ai oublié !

Un peu d'humour, à présent : Villepin propose d'envoyer quelques dizaines de secouristes. Double plaisanterie, on le voit, quelques dizaines pour dix mille morts, et la petite France aidant l'énorme Amérique. En fait, ce n'est pas une plaisanterie, la France n'a plus de troupes, Nicolas les occupe à bouter les sans-papiers hors de leurs palais incombustibles.

Nettement moins drôle : une réaction ultrarapide, un exemple d'efficacité, de prévoyance ? Voyons... l'arrivée de milliers d'avions bourrés de couvertures et de tentes ? Le départ de ces milliers d'avions emmenant les survivants là où ils pourront boire, manger, dormir ? L'installation immédiate d'unités de désalinisation de l'eau de mer, d'hôpitaux de campagne ? George W. Clown pelletant de la terre pour reconstruire les barrages rompus ? Incorrigibles rêveurs, ces za... Non, l'IEA, International Energy Agency, qui coordonne l'activité pétrolière des vingt-six pays les plus riches du monde, a décidé d'ouvrir ses réserves stratégiques de pétrole afin que le marché ne souffre pas de l'interruption des raffineries américaines. Les Noirs meurent, le marché ne doit pas souffrir.

Nestor Potkine





## Haute tension financière chez Electrabel

**MERCREDI 24 AOÛT**, le conseil d'administration d'Electrabel a donné son feu vert à l'offre publique d'achat (OPA) sur les 49,9 % d'actions de l'électricien belge qui n'appartiennent pas encore au géant français Suez. Mais les communes vendront-elles les 4,65 % de titres qu'elles possèdent, ce qui rapporterait un milliard d'euros? Leur décision devrait tomber ce mois-ci.

De manière générale, cette OPA est choquante: les centrales, les câbles et les pylônes ont été payés avec nos impôts! Les centrales nucléaires sont par ailleurs amorties et vont rapporter cash... Sans parler des 4 milliards d'euros de provision, réalisée avec l'argent des consommateurs et destinée à couvrir la fermeture et le démantèlement des centrales gérées par Electrabel: le gouvernement a le devoir de protéger cette somme. C'est un minimum: le monde politique n'a jamais réagi lors des différentes opérations financières qui, de 1989 à aujourd'hui, ont mené à cette OPA. À cela s'ajoute une kyrielle de points d'interrogation: quelles garanties réelles Suez offre-t-il de maintenir l'emploi, d'investir en Belgique et d'assurer l'approvisionnement du pays en électricité? Suez respectera-t-il les engagements de service public, assumés par Electrabel? Qu'en sera-t-il pour les « défavorisés », comme on dit pudiquement? Trop de questions...

Entre autres pistes, certains comme le vice-Premier ministre Johan Vande Lanotte (SP.A) veulent ouvrir le marché à la concurrence afin d'éviter le monopole de Suez sur la production d'électricité belge (qui passe à 80 % grâce à l'OPA) et provoquer une baisse des prix. Si, en Flandre, la libéralisation a entraîné une baisse des factures d'électricité d'en moyenne 16 % par rapport aux factures wallonnes, on ne peut que s'inquiéter de cette fuite en avant. Plus le nombre de concurrents augmente, plus la mainmise publique s'éloigne.

En cas de vente des actions, leur réinvestissement dans Suez serait une erreur de taille de la part des communes. Le départ du centre de décisions vers la France rend impossible le contrôle de quoi que ce soit. On l'a vu, en 1998, lors de l'acquisition de Cokerill Sambre par Usinor (aujourd'hui Arcelor): la région wallonne, avec 3 % de parts, n'a pas pu empêcher l'actionnaire majoritaire de remettre en question le maintien des sites belges. Si la vente a lieu, d'aucuns évoquent un réinvestissement public important dans la distribution ou le transport de gaz via Fluxys. Mais Suez (présente là aussi) refuse de lâcher sa mainmise sur Fluxys... Cela présage assez des intentions dominatrices du groupe financier français.

Vendre ou non: situation difficile, tendue... situation provoquée par l'imprévoyance du monde politique. Ces diverses incertitudes, liées aux règles capitalistes, soulignent une nécessité: parmi tant d'autres ressources vitales pour les habitants et l'économie, l'électricité doit être un secteur public, contrôlé et géré par les citoyens, en accès libre et raisonné. Nous exigeons, au minimum, une baisse du prix de l'électricité, puisque les centrales nucléaires sont amorties. Et d'ici à ce que l'on sorte de l'ère du nucléaire, nous exigeons que les projets d'énergie verte soient financés notamment avec l'argent dégagé lors de la vente des actions Electrabel détenues par les communes, si elle a lieu.

Hertje

## Quand l'autruche éternue...

### In vino veritas

« Nous ne sommes plus crédibles. » Benoît XVI.

La papauté aurait-elle gagné en lucidité ce qu'elle a effectivement perdu en crédibilité? Nous ne croyons pas aux miracles, aussi cet éclair de conscience dans un océan d'ignorance est-il plus sûrement dû aux qualités connues du pinard romain, plutôt qu'à on ne sait quelle soudaine crise de foi. Benoît 16-64 est passé du houblon au pif.

### Descente

« Villepin est plutôt au niveau: on a pas honte de lui. » Bayrou.

Voilà une déclaration qui ne manquera pas de faire plaisir à ce « pauvre monsieur Raffarin »... Décidemment la pente est rude, même quand ça descend sec.

### Au chevet

« Vous croyez qu'on m'appelle à chaque fois que le président prend sa température? » Christian Poncelet, du haut perchoir du Sénat.

Second personnage de l'État, il semblerait pourtant normal que ce soit Poncelet qui s'occupe du présidentiel thermomètre. Pour le pot de chambre la place est prise, c'est Villepin qui s'en charge.

### Simple et Français

« Je veux parler comme tous les Français, clairement, simplement. »

Alors sachez monsieur le ministre qu'en français simple on ne dit pas « j'ai des problèmes dans mon couple », mais plutôt « tiens, sers-moi un demi, j'ai les cornes qui poussent que j'en ai mal aux cheveux ».

### Ah que Bercy

« Pour un ministre réformateur que j'suis, bin j'vais vous dire, moi j'me régale. » Thierry Breton, toujours ministre.

Et que nous c'est pareil, Titi! Ah que vivement ton show au Stade de France, ma poule, avec feuille d'impôt projetée sur écran géant et ta tronche en surimpression, pour un contribuable que j'suis ça va être le panard!

### Mieux

« Dans les mois à venir, il y a quelques raisons de penser que certains indicateurs se porteront mieux. » Copé, porte-parole du gouvernement.

Que les indices se portent mieux avec Sarko place Beauvau, on n'en doute pas un instant. Ils ont pas trop de boulot, au moins? Parce que sinon, on peut recruter. C'est bon pour les indicateurs.

### L'entente cordiale

« Pas de polémiques, pas de surenchère, pas d'arrière-pensées. » De Villepin.

En effet, le gouvernement n'a pas de temps à perdre en querelles stériles alimentées par de vaines ambitions personnelles, car comme chacun sait, il travaille au bonheur du plus grand nombre. Pas de polémiques, s'il-vous-plait! Au fait, ça va Cécilia? Toujours pas rentrée de vacances?

Frédo Ladrisse

(sources: France Inter, l'Humanité, Libération, le Monde, le Nouvel obs', le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



# Nouvelles des fronts

**CROISSANCE SOCIALE, MON CUL !** Déjà la croissance, on sait quoi en penser, elle nous mène tout droit dans le mur de la surexploitation de la planète et des catastrophes annoncées. L'exemple de la Louisiane en est d'ailleurs, peut-être, un avant-goût. Mais la croissance sociale, on ne nous l'avait pas fait depuis de Gaulle et la Libération. En fait la croissance sociale est une forme relookée de la participation qui vise à associer le capital et le travail. Vieux mythe social-chrétien où le travail est toujours, à court et à long terme, trahi par le capital. De plus, avec ce Premier ministre de... (quelque chose), il y a un petit relent de pétainisme bien de chez nous qui vise à revaloriser le travail, surtout celui le plus déqualifié, celui des sans-grades, celui des travailleurs pauvres dont plus personne ne veut et pour cause !

Enfin, encore un train de mesures supposées répondre à toute la question sociale. Un train qui, on peut le penser, comme tous ceux qui l'ont précédé, finira sur la voie de garage des promesses non tenues. Encore que, pour les classes moyennes, une réelle baisse de l'impôt sur le revenu soit possible, juste à temps, au moment des élections présidentielles... CQFD. Quant aux plus pauvres, on leur fait l'aumône, juste pour cette année, avec 75 euros pour se réchauffer, les SDF vont être à la fête cet hiver, nom de Dieu !

Pendant les promesses, le bradage libéral du bien commun continue, les autoroutes payées déjà deux fois par l'impôt du populo et

les péages seront bientôt privatisés. Toujours ça de repris au bénéfice des multinationales et des fonds de pension. Et on nous parle de patriotisme économique pour faire passer la pilule. Transformer tous les prolos en hussards noirs de l'économie libérale, voilà le pari. Au retour du front, on pourra toujours radier les gueules cassées de l'ANPE. Dans le même mouvement de générosité républicaine et d'intérêt général bien compris, la précarité s'organise et se renforce. On invente le CNE (contrat nouvelle embauche), du pain béni pour les employeurs, licenciement plus facile que pour un CDD, prime de précarité maltraitée. Un contrat de soumission, voilà de quoi il s'agit.

Durant deux années, «tu fermes ta gueule et au mieux dans deux ans je te vire pour en prendre un autre». De la belle ouvrage Monsieur de... (quelque chose). En plus, on modifie les seuils de représentation syndicale. Out, les moins de 26 ans, t'es plus adulte, tu comptes plus, faudra t'y faire. De toute façon, t'avais même pas droit au RMI, et en plus tu votes mal, voire pas du tout. Alors pourquoi se gêner ? Dans la même équipe, un autre Monsieur de... (quelque chose d'autre) réinvente les emplois jeunes mais en moins bien, déjà que c'était pas terrible. Voilà 45000 «emplois de vie scolaire» sans garantie à moyen terme, payés avec un lance-pierres, temps partiel imposé, livrés à l'autorité, forcément bienveillante, des chefs d'établissement, etc. Radiation de l'ANPE, CNE, emplois de vie

scolaire, etc. : faut bien faire passer le taux de chômage au-dessous des symboliques 10 %, surtout en vue de l'échéance de 2007.

Période estivale, période des cannibales ! Monsieur de... (quelque chose) gouverne par décret, c'est plus en phase avec la particule. On ne va pas se laisser emmerder ni par la rue, ni par la «représentation nationale», ventre Saint-Gris ! L'autre baron parti du Medef, Laurence Parisot, la patronne des patrons, opine du chef, approuve le CNE, prévient qu'aucune augmentation des salaires n'est envisageable dans la période et que la croissance sociale ne passera pas par elle... ni par la Drôme où, à Roman, la crise de la chaussure s'accroît et les dépôts de bilan se multiplient. En fait de crise, il s'agit plutôt de la poursuite des délocalisations, le travailleur chinois coûte moins cher et, pour l'instant, il se tait (ce que l'on veut nous faire croire). Conséquence, 570 emplois en moins et des coups de pied au cul qui se perdent ! Petite victoire juridique, toujours dans le Sud, où un juge bientôt mal noté a ordonné la reprise de la production à l'usine Nestlé. Bonne idée, mais il semble que les machines aient déjà été déménagées... À suivre.

En Asie, où l'on se tait, plus précisément en Corée du Sud, chez le constructeur automobile Kia, des milliers de salariés ont engagé une grève de cinq jours pour obtenir une augmentation de 8,4 % des salaires, une prime de «productivité» et de meilleures conditions de travail. On annonce dans le même temps, en Chine, la multiplication de conflits du travail, de plus en plus nombreux et de plus en plus violents. Alors, quand la Chine s'éveillera, non de Dieu ! D'ici là, les mineurs chinois continueront de payer le prix de la croissance tout court (le mot social a été rayé du dictionnaire par le PCC à la demande de Mao depuis longtemps) avec 6 000 morts par an. Le prix de développement inhumain en quelque sorte.

À Paris enfin, où les immeubles habités par les plus pauvres ne cessent pas de cramer, les mercenaires d'état aux ordres du Sarko, expulsent un squat de familles africaines rue de la Fraternité (ça ne s'invente pas). Bienvenue en France, terre des libertés. À l'évidence, les travailleurs n'ont pas de patrie, ni ici ni là-bas. Ici en plus, ils n'ont même pas de toit !

Espérons que la rentrée sera sociale (elle aussi) et que la mobilisation générale qui nous est promise sera un peu plus chaude que d'habitude. Alors, enfin, les nouvelles des fronts seront de bonnes nouvelles, nom de Dieu !

Hugues

groupe Pierre-Besnard





# Vive la précarité !



La vie est précaire,  
l'amour est précaire,  
pourquoi le travail  
n'obéirait-il pas à cette loi ?

## Daniel T.

**ON CROIT RÊVER.** M<sup>me</sup> Parisot, nouvelle patronne des patrons, fait aujourd'hui l'éloge de la précarité : « La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail n'obéirait-il pas à cette loi ? » M<sup>me</sup> Parisot n'a pas dû souvent économiser le beurre dans les pâtes pour arriver à payer le loyer. M<sup>me</sup> Parisot doit ignorer les délices amoureuses d'un smicard licencié ou d'une employée de ménage vacataire.

M<sup>me</sup> Parisot n'a pas compris ou feint d'ignorer que tout l'effort de civilisation depuis l'invention de l'agriculture est d'assurer la sécurité et la stabilité sociale. N'était la connerie de divers tyrans et roitelets, les peuples n'aspirent pas à la guerre, militaire ou économique, mais à un cadre stable et sûr où ils pourront s'adonner aux joies précaires de la vie et de l'amour. Logement, nourriture, habillement, transport, soins et assistance aux faibles sont les objectifs primaires qui initient le contrat social, pour lesquels nous acceptons de travailler. Le siècle précédent, grâce à un rapport de forces favorable, a permis l'instauration d'un système de garanties collectives contre la maladie, l'incapacité accidentelle ou due à l'âge, le chômage et les exactions des exploités. Code du travail, Sécurité sociale, caisses de retraites, droits syndicaux, obtenus de haute lutte par nos pères, c'est tous ces facteurs de sécurité et de stabilité que le Medef veut supprimer.

Et la stratégie patronale est l'atomisation de la société, l'individualisation et la dépendance des travailleurs. Après trente ans de repli tactique et de concessions forcées, le capitalisme contre-attaque. Dans les années 1970, première offensive sur le front du chômage.

On invente le chômage structurel. Puis le capitalisme modifie sa structure de production pour dissoudre les concentrations syndicales. Développement de la sous-traitance, de la filialisation, diversification de la production et des entités juridiques. Ces actions ont dispersé les travailleurs dans des entreprises de taille si réduite qu'elles sont difficilement syndicalisables. Quelques mesures d'intéressement aux bénéficiaires et une propagande libérale effrénée ont convaincu une bonne partie des travailleurs que leur bien-être dépendait des bénéficiaires de la boîte. Jusqu'à leur licenciement.

Dans la phase actuelle, il s'agit de supprimer toute velléité d'action collective par la précarisation de tous. Quand on a la peur au ventre, on s'accroche à son boulot et on adopte souvent des stratégies individuelles, parfois aux dépens de ses collègues. Diverses mesures prises en force cet été par le gouvernement vont renforcer cette précarité que le Medef appelle de ses vœux. Tout d'abord, des sanctions pécuniaires modulables pourront être prises à l'encontre d'un chômeur qui rechignerait à accepter un boulot « en fonction de ses compétences ». Tu sais balayer, camarade ? Sinon tu seras maçon. Le cas desdits chômeurs pourra être traité par des sociétés d'intérim rémunérées forfaitairement pour faire le boulot de l'ANPE. Les « djéuns » (travailleurs de moins de 26 ans) en prennent pour leur grade avec une nouvelle mouture d'emploi jeunes de deux ans, histoire de les sortir des statistiques du chômage. Et l'armée se propose de les prendre en main, de leur inculquer le sens de la discipline, de faire

Daniel T., liaison de la Fédération anarchiste, Lyon



d'eux des travailleurs dociles. De plus, le jeune (moins de 26 ans) ne comptera plus dans les effectifs des entreprises pour la détermination des seuils à partir desquels les exploités sont tenus d'appliquer des mesures collectives bénéficiant aux salariés: droits syndicaux, comité d'entreprise, d'hygiène et de sécurité etc. Pour du beurre, les jeunes. Et nouvelle attaque contre la syndicalisation pourtant bien faible en France. Enfin, cerise confite sur le pudding indigeste de la précarité, un contrat de travail avec une période d'essai de deux ans. J'te prends, j'te jette! Villepin invente le salarié jetable. Pour le moment réservé aux entreprises de moins de cinquante salariés, mais les holdings sont faites de sociétés de moins de cinquante salariés.

Les rêves des patrons prennent forme. Après la modernité de Juppé, la précarité est le nec plus ultra pour réenchanter le monde. Celui des patrons, bien sûr. Je pensais qu'avec un bénéfice en hausse de 40 % en deux ans du bénéfice (entreprises du CAC 40), les actionnaires étaient déjà enchantés.

Quel monde voulez-vous réenchanter, M<sup>me</sup> Parisot? Est-ce le monde des travailleurs? Alors disparaissent, patrons!

Notre colère est grande, ainsi que l'envie de vous botter le cul. Nous sommes las de subir votre diktat économique, de faire ou de chercher à faire un travail ingrat pour ne pas pouvoir payer le loyer à cause de la spéculation de vos investisseurs, de manger la merde de votre agriculture productiviste, d'être pathologiquement stressé par la hantise du chômage et la violence sociale du travail, enchaînés par l'endettement, assommés d'impôts pour payer nous-mêmes une part croissante de nos salaires (exonérations de charges, prime pour l'emploi), manipulés par une propagande consumériste effrénée. Nous sommes fatigués d'engraisser votre classe de parasites voraces n'ayant aucune utilité sociale positive, que l'extraction du profit sous toutes ses formes et sans vergogne. Nous sommes des millions, et la précarité n'est pas une fatalité, mais bien un moyen utilisé par le capitalisme pour nous écraser, nous soumettre, nous isoler, nous mutiler de nos projets et aspirations, détourner notre créativité et notre énergie vers des buts mercantiles, nous enchaîner à la productivité.

Non, nous ne sommes pas impuissants. Notre puissance, c'est notre conscience de classe, le courage de lutter pour les idéaux qui traversent les peuples depuis toujours, la liberté, la paix, la justice et la solidarité, la volonté de refuser de continuer à être les instruments involontaires de l'exploitation économique par une classe de vampires, de refuser la servitude volontaire de notre aliénation politique, même pseudo démocratique.

Les patrons ont besoin de nous, nous n'avons pas besoin d'eux.

Nous ne sommes pas des magiciens à réenchanter le monde. Nous sommes des hommes, c'est-à-dire des luteurs (comme disait Nietzsche) D. T.

## Qui est Laurence Parisot ?

NÉE IL Y A QUARANTE-CINQ ANS, fille du directeur de l'entreprise de meubles Parisot, Laurence Parisot est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris.

En 1985, elle entre à l'Institut de sondage Louis Harris dont elle devient directrice de 1986 à 1990, année où elle troque son siège pour celui de PDG du groupe IFOP en rachetant 75 % de son capital.

En 2002, elle devient PDG d'Optimum, leader des portes de placard en France et entre dans le conseil exécutif

du Medef (Mouvement des entreprises de France).

Le 5 juillet dernier, elle est élue, au premier tour, au poste de présidente du Medef, prenant la suite d'Ernest-Antoine Seillière, avec pour tâche de « dépolitisier et moderniser le Code du travail ».

Grande philosophe, devant ses congénères du patronat, elle déclarait en janvier dernier que « la liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail ».

Nous voilà prévenus...

## Justice aveugle

**Le syndicat CNT de l'éducation 93 apprend avec consternation que notre collègue et camarade Philippe Boubet, instituteur à Épinay, est condamné pénalement de manière définitive, pour un accident survenu dans sa classe à l'une de ses élèves.**

**On le condamne pour n'avoir pas fermé une fenêtre, alors qu'on laisse propriétaires et élus loger des familles ouvrières dans des bâtiments où elles meurent au premier incendie, et construire des immeubles qui s'embrasent pour un simple feu dans une boîte aux lettres.**

**Nous ne pouvons que nous indigner de cette décision judiciaire, nous assurons Philippe Boubet de toute notre solidarité.**

Saint-Denis, le 9 septembre 2005

**CNT Éduc 93  
Bourse du travail  
93200-Saint-Denis**



# « Soudain,

# un inconnu vous offre des fleurs »

**CE GIMMICK PUBLICITAIRE** nous est venu à l'esprit à la lecture du *Figaro* du 1<sup>er</sup> septembre dernier. Dans un article relatif à la décision de libération conditionnelle de Lucien Léger, M. Patrice Burnat nous poursuit de ses assiduités. Il est vrai que depuis la relance de l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme, le 26 avril 2005, ce même journaliste nous fait régulièrement porter, par rubrique interposée, un bouquet dont il oublie hélas d'ôter les épines.

Ainsi, ce 1<sup>er</sup> septembre, M. Burnat écrivait au sujet du comité de soutien et de sa joie à l'énoncé du jugement favorable et définitif: « Lucien Bernhard, dont nul ne saurait mettre en doute la parfaite humanité, parlait avec beaucoup d'émotion de cet homme qu'il assiste depuis maintenant vingt ans, mais finissait, hélas, par évoquer le dossier – "Je suis convaincu qu'il est innocent." Une évidence également pour Sylvain Troplain qui, après avoir assez légitimement [sic] dénoncé le caractère "anormal, inhumain" d'une détention de plus de quarante ans, s'aventurait dans les méandres d'une instruction dont la Fédération anarchiste ne connaît visiblement pas tous les aspects: "Le verdict de 1966 a été prononcé contre les faits, alors qu'il n'y avait ni aveux, ni mobile, ni preuves." »

Nous craignons que M. Burnat ne doive, sans tarder, être opéré des yeux. Car le journaliste à tendance à voir double. « Le militant de la Fédération anarchiste Stéphane Troplain », correctement nommé en début d'article, trouve un clone prénommé Sylvain quelques lignes plus bas. S'il laisse sa vue se troubler ainsi, M. Burnat risque de se voir bientôt confronté à une Fédération anarchiste forte de quelques millions d'adhérents, et qui sait à quel affolement il pourrait être livré...

Plus grave, M. Burnat paraît souffrir d'une cataracte avancée. Notant que le verdict fut prononcé sans aveux, ni mobile, ni preuves, ce qui est conforme à la stricte vérité des faits, le malheureux s'étonne de ce qu'on évoque ainsi le dossier. Il en faudrait pourtant moins pour qu'on s'y intéresse.

Puisque nous trouvons ici l'occasion de lui venir en aide, nous nous permettons de donner à M. Burnat un certain nombre d'éléments susceptibles de l'inviter à consulter l'ophtalmologue le plus proche.

Fait: la condamnation de Lucien Léger à la réclusion criminelle à perpétuité ne repose sur aucune preuve, aucun mobile, mais sur l'intime conviction des jurés. La chronique judiciaire recelant un certain nombre d'erreurs funestes ainsi provoquées, nous nous permettons de méditer sur cette justice hasardeuse qui est pourtant à l'origine de la plus effroyable incarcération jamais infligée en France.

Fait: Lucien Léger fut condamné à la réclusion perpétuelle au bénéfice de circonstances atténuantes, ce qui juridiquement n'est pas le moindre des paradoxes.

Fait: le doute était si puissant, de l'instruction au procès, quant à la culpabilité supposée de Lucien Léger, que le procureur Lajaunie évacua la peine de mort de son réquisitoire pour « laisser la porte ouverte ». Une fois le verdict prononcé, le président du tribunal

l'enquête, Léger refusa de se prêter à l'interrogatoire définitif que le juge d'instruction Seligman expédia en toute hâte pour clore le dossier et le transmettre à la chambre d'accusation.

Fait: le président du tribunal estima, à l'audience, que l'instruction n'était « ni faite ni à faire ».

Fait: malgré les éléments évoqués plus haut, le procès fut étonnamment bref au regard de la complexité et de l'ampleur de l'affaire jugée. Il dura cinq jours durant lesquels près de 120 témoins furent entendus au pas de charge.

Fait: M<sup>e</sup> Albert Naud, l'avocat de Lucien Léger en 1966, après avoir plaidé contre son client les circonstances atténuantes, reconnu publiquement en 1976 devant les caméras de télévision l'innocence de Léger et dénonça l'erreur judiciaire. Jusqu'à sa mort, il se battit pour obtenir la révision du procès.

Nous disons donc calmement que personne, à l'heure actuelle, ne peut affirmer avec certitude que Lucien Léger est bien coupable du crime pour lequel il a été condamné.

Nous persistons tout aussi tranquillement à admettre l'hypothèse de son innocence. Cela reste secondaire dans la lutte à laquelle nous avons pris part pour obtenir de la justice la libération de Léger, mais cela méritait d'être souligné, particulièrement à l'adresse de ce journaliste qui, au demeurant, reste curieusement très discret sur les « méandres de l'instruction ».

En revanche, M. Burnat conclut: « Un crime que Lucien Léger aura brièvement avoué lors de sa garde à vue, puis farouchement nié quarante années durant, s'interdisant ainsi le pardon des hommes. Libre, certes. Mais, pour la justice, coupable à perpétuité. »

C'est précisément en ces termes que le parquet, favorable au maintien en détention de Léger, s'exprimait lors de la première audience du tribunal d'application des peines, puis en appel.

Si la vue de M. Burnat nécessairement manifestement une intervention rapide, son ouïe fonctionne fort bien. Qu'un procureur le siffle, et voilà qu'il accourt, le *Figaro* à la guele.

André Sulfide



Braunschweig accompagné du procureur, s'en allèrent extraire Léger de sa cellule pour le supplier, plusieurs heures durant, de dire la vérité et nommer les vrais coupables. Cela ne s'était jamais vu dans le cadre d'un procès en cour d'assises, et cela reste inédit.

Fait: le principal suspect, un homme sans ressemblance avec Lucien Léger, vêtu d'un costume bleu pétrole, aperçu par trois témoins à proximité immédiate du lieu du crime quelques minutes après la découverte du cadavre de l'enfant, ne fut jamais sérieusement recherché. Sa piste fut officiellement abandonnée quatre jours après la découverte du corps, sans aucune explication.

Fait: les pseudo-aveux de Lucien Léger furent discrédités par plusieurs éléments de l'instruction. Devant les lacunes patentes de



# Procès des faucheurs volontaires de Nonette

## Solidarité ! Solidarité ! Solidarité !

**LE SAMEDI 27 AOÛT, À NONETTE** (Puy-de-Dôme), un peu plus de 400 personnes, des « faucheurs volontaires », ont mené une action concertée en direction de trois parcelles de maïs OGM. La police interdisait l'accès à l'une d'entre elles. La seconde parcelle ayant déjà fait l'objet d'un fauchage antérieur, il s'agissait de terminer le travail. La troisième, de huit hectares, fut entamée et un trentième environ en fut arraché avant que les gardes mobiles n'interviennent, avec la souplesse qui les caractérise.

Quinze personnes furent donc mises en garde à vue par des gendarmes embarrassés par le manque de moyens pour traiter une telle situation, et par la présence des bruyants faucheurs solidaires à l'extérieur.

Il y eut une comparution immédiate pour « destruction de biens en réunion » (peines maximales requises: 5 ans de prison, 75 000 euros d'amende), le lundi 29 août à l'issue de 48 heures de garde à vue. Les faucheurs ayant obtenu un délai pour préparer leur défense, le procès a lieu le vendredi 16 septembre à 9 heures à Clermont-Ferrand.

### Actions, réactions ?

Le mois de septembre sera riche en procès de faucheurs volontaires. Mais les actions réalisées, les procès en cours vont-ils provoquer des réactions? Pierre, d'Alès (Gard), l'un des faucheurs volontaires mis en examen au cours de l'action de Nonette, commente:

« Il y a une évolution dans le sens où il y a une élévation de la réaction des entreprises concernées, des forces de l'ordre et des mesures judiciaires prises ensuite. Si, au départ, les fauchages se faisaient dans une certaine tranquillité, on a vu arriver ensuite des vigiles, et plus de policiers. Parallèlement, on sent une certaine lassitude de la police qui nous disait, lors de notre garde à vue: "On a autre chose à faire que de surveiller des champs, alors venez la nuit faire vos actions!" »

Pierre s'inquiète:

« On vient d'apprendre que le ministère de l'Agriculture allait légiférer début 2006 sur l'usage commercial des maïs transgéniques. Il est poussé par des producteurs qui auraient planté un millier d'hectares dans le seul Sud-Ouest de la France. Pourtant, les maïs visés à Nonette étaient destinés à des usages médica-

menteux. Nous préférons que cette culture se fasse en milieu confiné, sans risques de contamination puisqu'il y a un risque d'irréversibilité. C'est pourquoi nous dénonçons et nous fauchons ce type de culture transgénique. Par ailleurs, ces champs doivent faire l'objet d'une déclaration, ce qui les rend repérables. Alors que les transgéniques à usage commerciaux n'ont pas à être déclarés, ils sont donc difficiles à identifier par nous. »

### Se mobiliser, pour quoi ?

« Notre stratégie des comparants volontaires, appliquée dans un premier temps, n'a pas donné les résultats escomptés. Aujourd'hui, et ce sera le cas pour mon procès et celui de mes quatorze camarades, nous développons donc la stratégie de la coresponsabilité avec les faucheurs traduits en justice. Être coresponsable s'applique à des personnes, pas forcément sur les lieux au cours de l'action, mais qui participent à nos combats, d'une façon ou d'une autre, et cela les amène à s'impliquer à nos côtés. En fait, on essaie de sortir de la qualité de délinquant dans laquelle on nous enferme. »

Les personnes qui se rendront au procès de Clermont-Ferrand (pour ne parler que de celui-ci) doivent s'emparer de cette occasion pour montrer leur solidarité bien sûr, mais aussi pour débattre des pratiques des faucheurs, pour confronter les stratégies et leurs résultats. Il ne s'agit pas de rester à l'extérieur de l'enceinte du tribunal, mais de débattre et de décider ensemble.

Pierre relève que les faucheurs sont souvent issus d'horizons différents, qu'ils ont des préoccupations variées en dehors des OGM et s'ouvrent à beaucoup de problématiques.

« La question des OGM ne se rétrécit donc pas à une question technique, pour nous: cela reste une question transversale dans d'autres préoccupations écologiques, sociales, politiques, etc. », conclut Pierre.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

Tous les renseignements sur les OGM et les procès des militants:

[www.monde-solidaire.org](http://www.monde-solidaire.org)





# Les Aroumains

## des « communautés contre la nation »

Quand on pense aux idées libertaires dans les pays de l'ex-bloc soviétique, les souvenirs de la Révolution russe viennent à l'esprit. Mais aussi les écrits de Bakounine sur les mouvements révolutionnaires nationaux. L'idée qu'une révolution devrait liquider les États, les remplacer par une fédération libre et volontaire n'était pas hégémonique. Dans ce xx<sup>e</sup> siècle où le rideau de fer n'est plus, comment se mène le débat sur la question nationale ? Nous avons demandé à notre camarade Nicolas Trifon, roumain d'origine, ce qu'il en pensait, à la lumière de son dernier livre.

Nicolas Trifon

# Le

**Le Monde libertaire:** Peu après l'arrêt de la publication *Izток*, revue libertaire sur les pays de l'Est, dont tu étais l'un des animateurs, tu as fait paraître un livre intitulé *la Moldavie ex-soviétique: histoire et enjeux actuels*. C'était en 1993, à un moment où les conflits nationaux faisaient des ravages dans ce pays qui venait de proclamer son indépendance. Pouvait-on en rendre compte sans épouser d'une manière ou d'une autre la logique nationaliste et sans prendre parti ?

**Nicolas Trifon:** J'ai toujours éprouvé une profonde aversion pour le nationalisme, et cela a joué chez moi un rôle important dans la contestation de l'ordre établi, peut-être parce que dans le pays où je suis né, la Roumanie, le nationalisme a toujours été un argument fort, légitimant efficacement les injustices en tout genre générées par l'ordre établi. Je trouvais – et je trouve encore – le nationalisme à la fois bête, parce que ça caresse dans le sens du poil pour mieux manipuler les membres d'une nation, et méchant, pour ceux qui n'en font pas partie ou qui veulent échapper à un univers verrouillé artificiellement. Mon souci de chercher à démonter et dénoncer les rouages de la passion nationale, la vacuité des illusions qu'elle entretient et les mécanismes d'exclusion qu'elle secrète m'a conduit à accorder un intérêt particulier à la question nationale sous toutes ses formes.

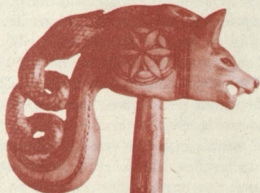
Après la chute du mur de Berlin, j'ai été frappé de voir avec quelle promptitude les forces et les courants politiques en lice puisaient dans le registre national les arguments qui leur assuraient une certaine emprise sur la

population. Ces arguments sortaient tout droit de l'arsenal nationaliste d'une période que l'on pouvait penser révolue ou encore des trouvailles nationalistes des régimes communistes à peine détrônés. Il ne fallait pas être un grand expert pour observer ce phénomène derrière les professions de foi conservatrices, libérales, social-démocrates ou néocommunistes affichées. Les libertaires, là où ils avaient un impact politique, constituaient l'une des rares exceptions. Puis il y a eu autre chose, les conflits baptisés en Occident interethniques (un terme qui n'est pas sans rappeler le temps des colonies) avec leurs lots de morts, d'estropiés, de déplacés, etc. La surenchère nationaliste des uns et des autres était pour beaucoup dans les conflits qui ont émaillé le démantèlement de l'URSS et de la Yougoslavie. Elle n'explique pas tout. Indépendamment des idées dont elles étaient issues et des principes affichés, les structures étatiques multinationales de type soviétique et yougoslave reposaient sur des rapports de force. La crise aiguë entraînée par l'implosion du communisme va entraîner une remise en cause soudaine et brutale de ces rapports de force jusque-là plus ou moins acceptés. Certains n'ont pas hésité à renvoyer dos à dos les parties en conflit, en raison du nationalisme professé par les uns et les autres. Pour ma part, j'estimais que si de toute évidence il n'y avait pas de bon et de mauvais nationalisme, ils sont tous mauvais, on pouvait en revanche, dans une situation donnée, distinguer l'agressé de l'agresseur, le « faible » qui entend se faire respecter du « fort » qui veut renforcer ses positions, et que les arguments et les revendications formulées en ces

Nicolas Trifon

### Les Aroumains

*un peuple qui s'en va*



Ancatie





occasions méritaient d'être examinés de plus près. Bien entendu, il fallait procéder au cas par cas, en connaissance de cause, en adoptant une démarche compréhensive, et c'est ce que je me suis efforcé de faire dans le livre consacré à la Moldavie ex-soviétique. Il m'est apparu important, par exemple, de battre en brèche une certaine rhétorique qui veut que la réparation d'une injustice d'ordre national (en l'occurrence le statut subalterne des Moldaves roumanophones à l'époque soviétique) entraîne nécessairement de nouvelles injustices (à l'égard des russophones). Par ailleurs, dans un pays comme la Moldavie, au même titre que dans bien d'autres anciennes provinces de l'Empire tsariste, puis républiques soviétiques, le réflexe impérial jouait (et joue encore, même si des changements sont intervenus) un rôle clef non seulement parmi les Russes, les Ukrainiens ou les Gagaouzes vivant en Moldavie mais aussi chez de nombreux Moldaves roumanophones nostalgiques de l'ordre assuré naguère par le centre (Moscou) et des avantages qu'ils pensaient pouvoir en retirer ou encore peu désireux de « changer de maîtres » en tombant sous la coupe de la Roumanie voisine qui a administré leur pays pendant l'entre-deux-guerres et n'a pas laissé que de bons souvenirs. Mettre l'accent sur cet aspect n'impliquait pas dans ma démarche un rapprochement avec ceux qui critiquaient également l'idéologie impériale (russe) mais pour mieux imposer des valeurs nationalistes (roumaines). Ceci a été confirmé par le mauvais accueil réservé au livre par les tenants du nationalisme roumain.

Pour compléter le tableau, j'ajouterais que la situation en République de Moldavie demeure bloquée et que la politique étrangère de la Russie de Poutine, après les revers subis en Ukraine et en Géorgie, n'incite pas à l'optimisme. Enfin, un curieux renversement de tendance semble se dessiner depuis les campagnes qui ont conduit au rejet du traité constitutionnel en France et en Hollande. Au début des années 1990, l'explosion des nationalismes dans l'ancien bloc de l'Est a beaucoup inquiété en Europe occidentale. Depuis, les choses se sont plus ou moins tassées à l'Est sous la pression des institutions européennes, sans que les problèmes soient toujours résolus. Mais, de nos jours, c'est dans les anciens pays communistes qui ont intégré l'Union ou vont le faire que l'on s'inquiète au sujet de ce qui leur apparaît comme un nationalisme protectionniste.

**Le Monde libertaire:** Le livre paru chez Acratie sur la Moldavie comportait un « suivi de »: Notes sur les Aroumains de Grèce, Macédoine et Albanie, était-ce le point de départ du livre que tu publies maintenant ?

**Nicolas Trifon:** En quelque sorte. Figure-toi que c'est en finissant de rédiger le texte sur la Moldavie que j'ai réalisé que le fait d'être moi-même issu d'une petite minorité laissée pour

compte devait avoir un rapport avec mon aversion pour le nationalisme et ma curiosité pour la question nationale. De surcroît, l'accélération des événements dans les Balkans allait précipiter les choses. Des associations aroumaines, à peine constituées, vont mettre à profit le nouveau désordre national pour donner de la voix. Et j'ai eu envie de l'entendre et de la faire entendre, indépendamment de ma position, plutôt réservée. J'ai rédigé les Notes puis, pendant les années qui ont suivi la parution du livre, j'ai déployé des activités diverses et variées pour faire connaître leurs requêtes d'ordre culturel: participation à des débats, constitution de dossiers, rédaction de mémoires destinés notamment aux parlementaires du Conseil de l'Europe (qui en 1997 a adopté une résolution les concernant) mais aussi à d'autres instances nationales et internationales. Avec mes « coethniques » de nationalités différentes (Macédoniens, Roumains, Albanais, etc.), nous agissons à partir d'un accord minimal. Je n'ai pas le souvenir d'accros idéologiques ou politiques en ces occasions. Dans les textes publiés, les interventions publiques et les débats, je n'ai jamais fait mystère de mes vues politiques ou encore de mon athéisme.

**Le Monde libertaire:** Est-ce dans la foulée de cet engagement « ethnique » que tu as écrit le livre ?

**Nicolas Trifon:** Le livre, je l'ai commencé en 2001, par un concours de circonstances, et je ne pensais pas que cela allait me prendre autant de temps. Qu'est-ce que les Aroumains dits aussi Valaques ? Une population dont la langue (issue du latin, comme le roumain ou l'italien mais qui a évolué de manière autonome, au contact du grec, de l'albanais et du slave) et le profil socioprofessionnel traditionnel (éleveurs semi-nomades transhumants, artisans et commerçants, mais pas cultivateurs, paysans) sont les traits distinctifs. Leurs pays s'apparente à un archipel dont le massif du Pinde est l'épicentre et qui est traversé depuis 1913 par les frontières des États modernes de la région. Ils sont peu nombreux: un demi-million au début du <sup>xx</sup>e siècle, la moitié en ce début du <sup>xxi</sup>e. Sans support scolaire et relais médiatique, leur langue est condamnée depuis un bon moment, et c'est là-dessus que portent principalement leurs revendications. Encore faut-il, pour que ces revendications aboutissent, qu'ils soient reconnus comme une composante à part des Balkans où on les considère plutôt comme des Bulgares, Grecs ou Albanais « cryptovalaques ».

C'est un peu à ce propos que j'ai entrepris mes recherches, laborieuses et pas toujours payantes concernant leur histoire et leur « identité ».

À l'école, on apprend l'histoire des Albanais (en Albanie), des Bulgares (en Bulgarie), des Macédoniens slaves (en République de Macédoine), etc. Ces histoires ne se recoupent pas toujours et se contredisent souvent. En





bibliothèque, en librairie, rares sont les ouvrages disponibles sur l'histoire générale des Balkans, qui sont écrits le plus souvent par des historiens extérieurs à la région. C'est dans ces derniers que l'on peut trouver quelques informations fiables sur les Aroumains. Sans État, pas d'histoire. La reconstitution des faits et gestes attestés des Aroumains pendant ce dernier millénaire permet de se faire une idée plus précise de leur parcours mais aussi de voir à quel point l'histoire des Albanais et des Macédoniens slaves ou des Bulgares pendant les cinq siècles d'administration ottomane et ceux qui les ont précédés, au temps de l'Empire byzantin, est avant tout celle des projections rétrospectives forgées à l'époque des nations.

Les différences entre les différents peuples des Balkans, les Aroumains y compris, apparaissent assez clairement dans les chroniques byzantines comme dans les journaux des voyageurs occidentaux. Mais ces différences avaient une tout autre signification et fonction que de nos jours. À vrai dire, dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle encore, lorsque les tensions et conflits entre les nationalismes émergents et leurs premiers États battaient leur plein, les points communs sur le plan culturel au sens large du terme demeuraient nombreux, et ce n'est que dans les décennies suivantes que les États-nations feront le ménage. Marginalisé, occulté, le particularisme aroumain échappera à ce quadrillage national et perdra tant bien que mal à la fois dans ce qu'il comportait d'original et comme porteur de ce patrimoine commun que les autres avaient refoulé ou abandonné. Mais c'est sur un autre point que le parcours des Aroumains à l'époque moderne est atypique et en cela révélateur d'un aspect rarement pris en compte.

Pour qu'il y ait une nation, il faut un État, pourrait-on dire avec certains auteurs de la théorie critique du nationalisme. Rien d'étonnant donc à ce que l'on ne puisse pas parler de nation aroumaine. Mais on peut aussi ne pas s'en tenir là et chercher la raison dans l'histoire récente et le fonctionnement jusqu'à nos jours du « monde » aroumain. Dispersés, peu nombreux, mobiles, sans paysannerie dépendant de la terre, ne présentant pas d'intérêt particulier pour les grandes puissances de l'époque, les Aroumains cumulaient les handicaps dans la perspective d'une « clarification » nationale. Pourtant, le monde aroumain a résisté mieux que prévu, et cela malgré l'absence d'un mouvement national structuré. En raison du conservatisme des communautés qui le constituaient plutôt que de l'assistance culturelle fournie par l'État roumain entre 1864 et 1913.

La question que l'on peut se poser est de savoir si les Aroumains ont jamais cherché à se constituer en nation. Plusieurs arguments plaident pour une réponse négative à cette question, à commencer par les tiraillements, les scissions en cascade, les polémiques très dures que l'on peut observer jusqu'à nos jours parmi

les Aroumains, soucieux avant tout de marquer leur attachement à la communauté particulière dont ils sont issus. Et on peut aller plus loin : de la même façon que Pierre Clastres parlait pour les peuples amazoniens de « société contre l'État », on peut parler chez eux de « communautés contre la nation ». Tout indique que les communautés n'étaient guère disposées à se dissoudre dans une nation et qu'elles se sont même donné les moyens pour empêcher une telle évolution. Si les Aroumains ont intégré facilement la nation des « autres », ils n'ont pas renoncé à leur particularisme sans pour autant chercher à mettre en place une nation bien à eux. Bien au contraire, à certains égards.

Faut-il conclure à l'exception ? Oui, au vu du culte voué à la nation de nos jours encore par les sociétés balkaniques, mais il y a là une piste pour envisager sous un autre angle l'histoire de ces sociétés. En effet, on ne saurait considérer que les communautés traditionnelles tendaient « naturellement » à forger des nations et, à regarder de plus près, les formes de résistance à la mise en place des nations n'ont pas manqué. La prise en compte de ces résistances pourrait favoriser une prise de distance à l'égard du principe national, et des impasses auxquelles il conduit.

Il s'agit là d'une hypothèse qui mériterait d'être vérifiée par ailleurs. Pour ce qui est des revendications des Aroumains, les perspectives demeurent incertaines...

**Le Monde libertaire :** Le renouveau actuel ne se traduit-il pas également par l'émergence d'un nationalisme aroumain ?

**Nicolas Trifon :** S'agissant d'une langue en déclin, inverser la tendance n'est pas une mince affaire. Le volontarisme ne suffit pas, et sur les plans scolaire et médiatique le support institutionnel, en clair l'État, pour l'essentiel, apparaît comme indispensable. Et, dans les Balkans, les Aroumains, de ce point de vue, se retrouvent dans un cercle vicieux : pour accéder à un tel support, il faut obtenir des droits, un statut national (minorité nationale, groupe ethnique, etc.), ce qu'ils ne sont pas tous prêts à concevoir et qui de toute façon demeure problématique dans les pays où ils vivent. Certains parmi eux ne résistent pas à la tentation de se présenter comme une nation, de cultiver leur propre nationalisme ayant recours aux stéréotypes, aux raccourcis et aux vantardises de rigueur. Ils ont peu de chances de marquer des points dans cette voie, ce qui est somme toute rassurant.

Cela étant, je rappellerai, pour conclure que, quand bien même les hypothèses sur la société contre l'État et les communautés contre la nation se vérifiaient, la question de savoir comment des groupes et des individus pourraient aujourd'hui et dans l'avenir se passer de l'État et de la nation demeure ouverte. Là-dessus, ni les Guaranis ni les Aroumains ne nous sont d'un grand secours.

N. T.



Nicolas Trifon, *les Aroumains, un peuple qui s'en va*, Acratie, 2005, 480 p., 33 euros. Disponible à Publico.



# La peine de mort aux États-Unis

Entretien avec Robert Bryan (1)



**Robert Bryan:** Pendant de nombreuses années, j'ai été président d'une coalition contre la peine de mort aux États-Unis et, depuis trente ans, mon cabinet défend les cas de condamnés à mort. Les États-Unis sont malheureusement la vitrine des exécutions capitales dans le monde. Il y a actuellement des milliers de condamnés à mort, presque 3 500. Dans la prison de Saint-Quentin, de l'autre côté de la baie de San Francisco où j'habite, 639 condamnés attendent dans le couloir de la mort. Tous savent qu'ils vont mourir, comment ils vont mourir, mais ils ignorent quand. Si la situation actuelle est particulièrement déprimante aux États-Unis, et même oppressante avec le gouvernement d'extrême droite de Bush, il existe cependant des lueurs d'espoir. Les tribunaux sont aujourd'hui très vigilants sur la manière d'appliquer la peine de mort. Une décision récente de la Cour suprême a déclaré non constitutionnelle la sélection de jurés sur des critères racistes. C'est identique pour le cas de Mumia Abu-Jamal où, lors de son procès, les personnes issues de minorités et contre la peine de mort ont été écartées du jury.

Il ne faut néanmoins pas occulter le fait que la peine de mort se porte bien aux États-Unis. Le sentiment qui prévaut, c'est que les personnes en bas de l'échelle sociale, les plus pauvres, ne méritent pas de vivre. Et avec le cas de Mumia Abu-Jamal, nous avons l'exemple type du dysfonctionnement et de la perversité du système judiciaire. Le couloir de la mort est le quartier privilégié des pauvres. L'avocat de Mumia a été

Mumia Abu-Jamal est le plus ancien condamné à mort aux États-Unis. Il est enfermé depuis vingt-trois ans dans le couloir de la mort. À la suite d'un procès inique et raciste, il a été condamné pour un crime dont aucune preuve n'a été présentée. En 1995, la mobilisation internationale a permis de surseoir à l'exécution de la sentence. On peut craindre à tout moment l'exécution car Mumia est à plus d'un titre gênant pour le système judiciaire états-unien. Ex-Black Panthers, journaliste critique, « Voix des sans voix », il est aussi emblématique de ces milliers de condamnés dans les couloirs de la mort victimes d'une répression raciste et politique.

commis d'office, et le juge était raciste. Le racisme a perverti la procédure depuis le début, et mon intention est de prouver son innocence. Son cas est un bon résumé du problème de la peine de mort aux États-Unis.

**Chroniques rebelles:** Quel est l'état de la mobilisation contre la peine de mort au plan national et international ?

**Robert Bryan:** La mobilisation des abolitionnistes est à présent mieux organisée – soutien des groupes, manifestations –, le mouvement est plus fort qu'il y a dix ans. En Europe, la France est à la tête des abolitionnistes au plan mondial. L'abolition de la peine de mort est une cause fondamentale de l'Union européenne puisque c'est une des conditions pour en faire partie. Je suis impressionné de voir comment la peine de mort a été abolie – même si elle reste populaire – en Europe occidentale, et que la France soit à la tête du mouvement pour abolir la peine de mort dans le monde. C'est comme une bouffée d'air frais car je me rends compte combien les associations et les individus sont motivés par la campagne. Ce qui est fait par les associations est un honneur pour l'humanité.

**Chroniques rebelles:** La mobilisation en Europe a-t-elle un impact aux États-Unis et comment réagit Mumia ?

**Robert Bryan:** Je suis certain que la campagne a un impact sur l'opinion publique états-

unienne, même si dans le couloir de la mort il y a des meurtriers difficiles à défendre. La manifestation du 2 juillet a rassemblé de nombreuses personnes place de la Concorde, sous un soleil brûlant, pour la défense de Mumia Abu-Jamal et contre la peine de mort alors qu'elle a été abolie en France. C'est important pour nous, pour Mumia qui continue de diffuser ses textes par téléphone à la radio, cela a aussi une influence. Il répète sans cesse: « Ce n'est pas pour moi qu'il faut se battre, mais pour tous ceux et celles qui, dans la même situation, ne peuvent pas parler ou se faire entendre. Je ne suis qu'un parmi tous ces oubliés. » Mumia est un symbole de la lutte contre la peine de mort, la cruauté, l'intolérance et contre toute cette inhumanité.

**Chroniques rebelles**

1. Entretien après la manifestation du 2 juillet 2005, traduit par Claude Guillaumaud. Robert Bryan est avocat et a toujours lutté contre la peine de mort. Il a déjà sauvé plusieurs condamnés et, en 2003, a repris le dossier de Mumia en sachant que le délai est court pour dénoncer les failles de cette affaire et prouver l'innocence de Mumia Abu-Jamal. La mobilisation est plus que jamais importante. Le Collectif unitaire national « Ensemble sauvons Mumia » regroupe quatre-vingts organisations françaises: mumiaabujamal.net. Tél. : 01 53 38 99 99.



# Privatisation des autoroutes

## Une affaire de coquins

**À l'occasion** de son discours d'investiture devant les chambres, Sénat et Assemblée nationale, le nouveau locataire de Matignon a annoncé qu'il allait privatiser les sociétés d'autoroutes. Puis au début de l'été, il a décidé d'accélérer le processus pour, soit disant, se donner quelques moyens financiers supplémentaires. Au delà de la réflexion nécessaire à mener sur la conception et le développement des modes de transport, l'autoroute représentant le choix de la bagnole et surtout du camion en lieu et place du train et de la voie navigable, cette privatisation constitue certainement un des plus beaux cadeaux que le gouvernement va faire au capital en 2005 en plus des différentes mesures prises contre les droits des salariés.

Tout d'abord, les autoroutes appartiennent à l'État et jusqu'à présent pour ne pas déboursier trop de ses moyens (mieux vaut les réserver pour les mirages et les portevans) il a décidé pour financer leur construction qu'il prélèverait un péage sur les usagers. Mais comme les règles de droit ne lui permettaient pas d'agir directement, il a constitué des sociétés écrans où il détenaient plus de 90 % du capital. L'État a donc concédé l'entretien et l'exploitation à ces sociétés pour plusieurs décennies et encore au moins pour plus de vingt-cinq ans. Par la même occasion, cela lui a permis de récompenser ses fidèles serviteurs parmi les hauts fonctionnaires en leur attribuant des maroquins dans les conseils d'administrations. Balladur en a fait partie et encore aujourd'hui ce sont des anciens préfets ou d'anciens directeurs de ministère qui président ces sociétés. Jusqu'à présent ces sociétés étaient juste à l'équilibre vu le prix de la construction, cela coûte des milliards!!!

### Privatiser les bénéficiaires

Par contre dans les prochaines années, il n'est plus programmé de construire des autoroutes et l'argent récolté aux péages va constituer des rentes énormes, plus de 39 milliards d'euros. Normalement et selon une décision de Raffarin qui espérait glaner quelques voix chez les écologistes, ces sommes

devaient servir à financer d'autres infrastructures de transports moins polluants. Pour ce faire, une agence a été créée, l'Afit, avec à sa tête le très libéral Longuet. Ce nouveau paravent était surprenant puisque l'État pouvait facilement réaffecter les bénéfices de ces sociétés dans son budget et les utiliser selon ces besoins. Dans tous les cas, ce premier tour de passe-passe aurait dû alerter les « élus », mais trop affairés à penser à leur réélection, ils se sont tous tus.

Là où l'entourloupe commence réellement, c'est quand de Villepin décide de vendre les sociétés selon leur valeur boursière. Hormis l'une d'entre elles, ASF, où Vinci



détiennent déjà plus de 20 % du capital suite à une décision de Fabius, l'actuel copain de Besancenot, les autres ont une valeur fictive qui ne correspond à rien. Ainsi, l'ancien patron de France Télécom privatisé, actuel ministre des finances a fixé le prix des trois sociétés dans une fourchette entre 12 et 14 milliards d'euro, soit trois fois moins que les recettes. Les acheteurs ont ainsi la certitude de gagner 200 % puisque le montant des péages est fixé et garanti par l'État. Pour mémoire, le livret d'épargne dont le rapport est fixé par l'État est autour de 2 % par an soit

cent fois moins. Certains osent encore parler de capitalisme populaire.

### Ça sent mauvais

En plus, la vente se fera de gré à gré et c'est le gouvernement qui décidera à qui il veut vendre. Comme par hasard, pour celle des trois qui coûterait le plus cher, ASF avec un prix fixé à 7 milliards d'euros, il n'y a qu'un seul candidat et c'est Vinci. Le même qui en détient déjà une partie et qui affiche dès à présent qu'il en paiera la moitié par des échanges d'action. Ce qui est incohérent avec la demande de de Villepin d'avoir de l'argent frais pour combler une partie du déficit de l'État. Au demeurant personne ne l'a cru puisque ces fameux 13 milliards représentent tout juste 1 % du déficit. Pour les autres, ils sont dix-sept à vouloir se répartir le gâteau et on y trouve toujours les mêmes requins : des fonds de pension, des groupes du BTP et de la Finance. Mais il y a aussi la Caisse des Dépôts et Consignations, surprenant quand on sait que cette caisse appartient principalement à l'État. De là à penser que c'est de la magouille pour vendre à pas cher à certains copains, il y a un pas que l'on ne peut franchir vu le risque d'être condamné.

Dans tous les cas, ça pue tellement que même certains membres de l'UMP s'interrogent, notamment son très chrétien secrétaire général, Méhaignerie, ainsi que la très chiraquienne Bachelot sans compter le président de l'UDF qui parle de « vente des bijoux de famille ». Le PS est un peu éteint sur l'affaire, DSK ne comprend pas comment il n'y a pas pensé avant quand il était ministre des Finances et Fabius souhaite faire oublier qu'il a privatisé à tour de bras quand il était à la droite du PS.

Certains disent qu'un bon candidat qui se rapproche des élections doit commencer à remplir les caisses de la campagne électorale avec de l'argent qui ne lui appartient pas. C'est encore mieux quand c'est de l'argent public.

Delgranados



# Ni violent ni non violent, mais déterminé

Le texte de Xavier Bekaert, « Anarchisme, violence, non violence », aux éditions du Monde libertaire, vient fort à propos pour réfuter la manipulation courante qui amalgame l'anarchie aux attentats terroristes et au chaos meurtrier, ce qui est le contraire de l'anarchie.

« L'ANARCHIE ne se fait pas de force. Les anarchistes sont contre la violence. L'idée centrale de l'anarchisme est l'élimination de la violence de la vie sociale, c'est l'organisation des rapports sociaux fondés sur la libre volonté de tous et de chacun. [La révolution], on ne peut la défendre par des moyens qui sont en contradiction avec les fins. » (Malatesta). Le projet anarchiste est la suppression de la violence et ne peut se réaliser par la violence.

La caricature amalgame l'anarchiste au poseur de bombes, dans un chaos meurtrier. C'est une falsification des faits pour manipuler l'opinion et éviter de répondre sur le fond aux idées anarchistes. La réalité est tout autre. Il n'y eut que quelques attentats terroristes anarchistes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec peu de victimes. On exécuta même Vaillant dont la bombe n'avait tué personne. C'était bien souvent un acte de désespoir pour réveiller la flamme révolutionnaire des masses et montrer aux puissants qu'une justice existe. On peut regretter ce terrorisme tout en essayant de comprendre. La responsabilité n'est pas seulement celle des auteurs des attentats, mais aussi celle de ceux qui oppriment et exploitent en ne laissant aucun espoir d'amélioration, condamnant les gens à la misère et à la servitude. Cependant, il y eut peu de victimes de ces attentats. L'anarchisme est le mouvement politique le moins violent qui existe. Cette violence ne réveilla pas la conscience collective et le mouvement anarchiste abandonna cette propagande par le fait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour autant, les anarchistes ne se soumettent pas.

On met en avant les quelques attentats anarchistes pour stigmatiser l'anarchie comme terreur semant la mort. On oublie que l'anarchie est non violente et s'oppose à toutes les violences, individuelles et collectives, et les violences instituées, guerres, violences policières, violence juridique de la prison et de la peine capitale, violence des hommes sur les femmes, des parents sur les enfants, violence économique capitaliste et son exploitation rendant le travail pénible et entraînant la misère, violence de l'autorité hiérarchique du pouvoir, violence du dogme religieux contre

la vie, violence idéologique sous ses multiples formes contre la libre pensée, violence quotidienne physique, psychique et intellectuelle. Ces violences font beaucoup plus de victimes.

« La terreur organisée et légalisée ne sert en réalité qu'à forger des chaînes pour le peuple. Elle tue l'initiative individuelle, qui est l'âme des révolutions. » (Kropotkine). Faire violence, c'est faire autorité. Cela crée des rapports de force qui, pour perdurer, usent de la violence qui tend à s'instituer en nouveau pouvoir. Une société de la liberté ne se construit pas par la contrainte. « Il s'agit à tout prix d'éviter la violence sanguinaire fondée sur la construction d'État centralisé. » (Bakoumine). Le risque de la révolution violente est d'instaurer une dictature. La violence génère le pouvoir, contraire à l'anarchie.

Cela est à distinguer de la violence défensive pour défendre des droits légitimes, quand aucune autre solution n'est possible, comme le combat contre le fascisme par les anarchistes, avec d'autres forces politiques. Les anarchistes ont différencié cette lutte, parfois violente par obligation, et la révolution pour une autre société qui se fait par ailleurs par d'autres voies, par une autre organisation librement réalisée. « La terreur a toujours été un instrument de la tyrannie. Loin de servir à défendre la révolution, elle sert à la discréditer. » (Malatesta).

D'autres formes de luttes existent, l'illégalisme et la résistance par la non-coopération, la désobéissance, l'insoumission, l'action directe par boycott, sabotage, reprise individuelle ou grève. La violence n'est ni utile ni souhaitable pour la révolution et ne peut fonder l'organisation sociale. Quand un nombre important de personnes pratiquera la résistance, le système s'effondrera, et une société se mettra en place.

La révolution « fera la guerre aux positions et aux choses, bien plus qu'aux hommes. » (Bakoumine). Détruire l'oppressur n'est pas détruire l'oppression. Il s'agit de s'en prendre aux fonctions et de supprimer les moyens de nuire aux autres. Mais les personnes restent libres, sans opprimer ni exploiter l'autre.

« C'est le peuple qui s'asservit [...]. Soyez résolus à ne servir plus et vous voilà libres. » (La Boétie). Le pouvoir repose sur une violence institutionnalisée, politique, religieuse ou économique, mais aussi sur l'acceptation de la population. Le tyran n'a de puissance que celle qu'on lui donne. Là où nul n'obéit, personne ne commande. La révolution doit supprimer ces institutions mais aussi libérer l'individu de son esprit de soumission. Il s'agit de susciter un mouvement collectif et individuel, pour construire une société régie par la coopération volontaire entre individus libres, sans hiérarchie ni pouvoir. L'éthique de l'anarchie se fonde sur le respect d'autrui.

« C'est l'absence de gouvernement, c'est l'anarchie, la plus haute expression de l'ordre. » (Élisée Reclus). L'anarchie n'est ni le chaos ni la violence, mais une autre organisation. Le moyen doit être à l'image du but. L'anarchie est cohérente. Révolution politique, économique, sociale et culturelle, et aussi individuelle, il n'y a pas de modèle unique et absolu. L'anarchie n'est pas la réponse à tout et ne résout pas les problèmes à la place des individus. Le moyen, la liberté, est à l'image du but, une société sans violence qui respecte la liberté, la dignité et une vie décente pour chacun et pour tous. Pour les anarchistes, la révolution est une fête.

Jean Monjot  
FA, individuel, Paris



# La privatisation et le péril chinois

Pierre Sommermeyer

LA CHINE S'EST INVITÉE par le biais des T-shirts, des chaussettes et des pantalons dans le débat sur la Constitution européenne. Elle vient de démontrer l'inanité du pseudo-universalisme de l'évangile libéral en appliquant à la lettre les consignes de l'OMC, mais à son profit. En refusant de changer le cours de sa monnaie, elle rappelle que c'est elle qui tient le système monétaire international en laisse à travers le déficit américain.

Eh bien voilà, les temps ont changé. Et le nouveau partenaire joue le jeu avec ses propres règles. Nous allons voir si dans les années qui viennent, un nouveau protectionnisme verra le jour. Quel poids un secteur sinistré comme le textile peut-il avoir, face à la nécessité de vendre à l'empire du Milieu des produits « high tech » comme le TGV, l'Airbus ou les centrales nucléaires. L'Eldorado, tant chanté par nos économistes, laisse la place petit à petit à un tigre indomptable par nos stratèges. Car la difficulté est de deux ordres, sa place sur l'échiquier mondial en tant que producteur de biens de grande consommation et son marché intérieur dont on pense qu'il va, en se développant, attirer à lui l'essentiel de la croissance mondiale, et donc du pétrole.

Pendant ce temps, dans le pays même, un jeu de chaises musicales a lieu sans que personne n'en connaisse les règles. Y a-t-il une privatisation ou pas? Pour le pouvoir chinois, il n'est pas question de privatisation. C'est un concept qui n'existe pas dans la langue du pouvoir. Cela va à l'encontre de l'héritage marxo-maoïste. Dans la mesure où le procès des temps passés n'a pas été explicitement fait, il n'est pas possible de tourner le dos à cette histoire. On parle donc du « secteur non gouvernemental » de vente (buy out) d'entreprises peu importantes.

Cette contradiction entre ce qui se passe réellement et le refus de nommer cette évolution reflète bien la réalité de ce pays immense qui commence à faire peur au reste du monde. La règle est de garder ce qui est important et de se défaire de ce qui est petit. L'industrie du textile est passée par exemple d'un contrôle total par le pouvoir à une propriété privée. Cela dit, il ne faut pas tenir cette situation pour acquise selon les règles occidentales. Le gouvernement chinois ne dispose pas d'un service apte à calculer la valeur exacte de ses avoirs industriels. Il n'existe pas une législation précise du droit des affaires. Il y a une com-

mission (Sasac) dont la tâche est de contrôler les entreprises qui appartiennent au pouvoir central. Cette Sasac a déclaré dernièrement que les biens vendus l'avaient été dans des conditions pour le moins troubles et au plus bas prix. Ce qui a entraîné aussitôt l'arrêt de toute forme de cession. Puis elle a déclaré qu'elle contrôlait 178 entreprises, ce qui a déclenché aussitôt une campagne de protestation, qui a eu pour conséquence que les correspondants de cette commission dans les autres provinces ont dû déclarer à leur tour qu'ils contrôlaient d'autres entreprises d'État. Tout cela montre à quel point l'État chinois ne sait pas ce qu'il possède. Ce n'est pas parce qu'une entreprise se déclare et fonctionne comme une entreprise privée qu'elle ne risque pas de cesser de l'être. C'est ce qui vient d'arriver à une de ces sociétés qui effraient actuellement les Européens par la qualité de leur production. Il s'agit de Haier. Spécialisée dans la construction de biens ménagers, réfrigérateurs, lave-linge, lave-vaisselle au design d'avant-garde, elle fonctionnait depuis vingt ans sans contrôle de l'État chinois, bien qu'au départ elle ait bénéficié de son soutien financier. L'agence de la Sasac qui couvre la région où est implantée Haier a déclaré autoritairement, il y a peu, que c'était une entreprise d'État. Selon un spécialiste, il n'existe la plupart du temps pas de documents précisant de qui dépend telle ou telle compagnie. On est dans le flou le plus complet.

Il apparaît en outre que les entreprises d'État sont peu rentables. Il n'est que de se souvenir des usines de l'Allemagne de l'Est qui bénéficiaient d'un a priori favorable jusqu'au jour de la réunification. On s'aperçut alors que, sorties de leur rôle social, leur rentabilité n'était pas loin de zéro. Il en est probablement de même en Chine. La situation politique étant différente, il est nécessaire que ces entreprises continuent à fonctionner. Pour cela il va falloir continuer à leur fournir matières premières et énergie à bas prix alors que du fait du boom économique tout augmente. La solution la plus simple est celle que vont mettre en œuvre les décideurs chinois, taxer de plus en plus les entreprises occidentales. Ces dernières sont en train de se rendre compte qu'elles sont prises dans un piège. Elles ont beau réduire leur coût au maximum, le prix de l'énergie dont elles ont besoin ne cesse d'augmenter tout comme les taxes sur les matières premières et les importations, alors

## Haier



Haier, China's No.1  
Domestic Appliance  
Manufacture



que ce n'est pas le cas pour les entreprises chinoises d'État.

L'autre casse-tête pour les économies occidentales est le cours du yuan. Actuellement, et depuis une dizaine d'années, il est aligné sur le dollar américain, et il s'en porte très bien. Le dollar baisse, donc la devise chinoise baisse aussi, et sa production devient de moins en moins chère et de plus en plus compétitive, et de fil en aiguille le déficit commercial américain atteint des sommes incroyables, fragilisant ainsi la première puissance mondiale. Il apparaît aussi que le Trésor chinois a acheté un nombre impressionnant de bons du trésor américains. Tout cela pour dire que des pressions colossales s'exercent sur le gouvernement chinois pour qu'il réévalue sa monnaie. Pour ce dernier, même s'il le reconnaît depuis longtemps que le taux de change lié au dollar est malsain, il n'en est pas question. Toute pression est considérée comme une atteinte à son indépendance politique. Ce faisant, la finance internationale, prévoyant une réévaluation, a acheté un nombre conséquent de yuans. Action favorisée par une information publiée sur le site web anglophone du *Quotidien du peuple* annonçant un ajustement du change de la monnaie chinoise. Cette information, qui fit tant de bruit, entraîna une augmentation du yen, du dollar singapourien et de la roupie indienne pendant que le dollar états-unien et l'euro chutaient. Cela fut vite démenti par Pékin. C'était une erreur de traduction, dirent-ils ! Si le pouvoir chinois avait envie de voir l'effet qu'une telle annonce pouvait avoir, il a été servi. Cela ne veut pas dire que le gouvernement chinois n'ait pas d'appétit financier. Mais il se heurte à plusieurs

problèmes, dont le moindre n'est pas l'absence d'outil de gestion des flux capitalistes, internes à la Chine. Dans son immense sagesse (sic), il vient d'autoriser l'équivalent de notre Sécurité sociale à acheter des actions et des obligations sur le marché boursier international. Après les fonds de retraite américains, voici venir les ouvriers chinois comme investisseurs dans l'économie occidentale. Pour ce faire, ils vont engager une ou deux institutions financières internationales afin d'acquiescer la respectabilité nécessaire. Le fait que la place de Hong Kong ne sera pas sollicitée à cette fin montre que le slogan né lors de l'intégration de l'île à la Chine « un pays deux systèmes » n'est qu'une illusion.

Mais la vraie raison de cet appétit financier réside dans le fait que l'argent dont dispose la Sécurité sociale chinoise est constitué à 43 % d'actions d'entreprises chinoises (montant évalué à 16 milliards d'euros). Du fait de l'absence d'une Bourse, arbitre « objective » des valeurs, cet avoir est certainement surévalué. Ensuite, la Chine est confrontée au problème des retraites comme tous les autres pays industrialisés. Pas dans un avenir immédiat, mais les chiffres démographiques montrent que vers 2030, 21 % de sa population sera composée de retraités. Ce qui, ramené en chiffres sur la base actuelle, est évalué à environ 300 millions d'individus. Même si les pensions payées ne seront pas magnifiques, il faudra les payer ou gare aux mouvements sociaux. On a vu ce que cela pouvait donner dans certains pays. Comme gouverner, c'est prévoir, il vaut mieux taxer les économies des autres pays que de compter sur la sienne...

De tout cela on peut dire que les choses sont de plus en plus difficiles pour le capitalisme mondial.

Pékin va continuer à jouer avec les nerfs des gouvernants occidentaux, l'OMC va être obligée de revoir sa copie. On voit mal comment le protectionnisme pourrait revenir d'actualité. Les Chinois ont été clairs en faisant des comparaisons entre le prix d'un Airbus et celui des T-shirts.

Mais la tentation militaire risque de revenir. En laissant l'armée populaire chinoise, en perte de vitesse intérieure du fait du boom économique, tonner comme elle vient de le faire contre les velléités indépendantistes de Taïwan, Pékin rappelle qu'il a des dents qui ne sont pas seulement économiques. C'est ce que vient de déclarer un rapport du Pentagone. Selon les militaires américains (toujours en recherche d'un ennemi potentiel pour justifier leur place et leurs dépenses depuis la fin de l'URSS), il faut considérer sérieusement la possibilité de l'arrivée de la Chine comme un rival stratégique et non plus

comme un partenaire tel que Clinton souhaitait la voir. Ce qui va compliquer sérieusement les relations avec la Corée du Nord et rendre plus difficile les tentatives d'amener ce pays à la table de négociation.

D'autre part, ce rapport américain révèle sa non-connaissance du montant du budget militaire chinois ainsi que son ignorance de sa stratégie militaire. Ce rapport mentionne l'existence dans le discours militaire de la Chine d'un terme provenant de l'histoire antique, de l'époque des royaumes combattants (453-221 av. J.-C.), « la massue de l'assassin » qui ferait référence à l'existence d'armes secrètes et de stratégies utilisées pour dérouter et rapidement défaire l'ennemi.

Comme on peut le voir, tous les ingrédients sont présents pour une solution meurtrière au problème économique mondial. Nous sommes face à une économie mondialisée où la maîtrise des matières premières devient essentielle du fait de leur disparition. Nous sommes face à des forces militaires dont l'utilité est remise en question du fait même de cette mondialisation, le champ de la confrontation se passant sur le terrain financier. Le complexe militaro-industriel mondial n'a pas encore dit son dernier mot. Complice de l'État et de son idéologie nationaliste, ce complexe n'a pas encore été mondialisé, c'est-à-dire unifié. Il n'est pas dit qu'il se laisse faire. Il n'a de justification que dans l'utilisation de sa production, et ce n'est pas la pauvre guerre d'Irak qui lui en donne l'occasion. **P. S.**





# Nestor Makhno,

## le Cosaque

## libertaire



Alexandre Skirda, Nestor Makhno, le Cosaque libertaire (1888-1934), la guerre civile en Ukraine 1917-1921, éditions de Paris/Max Chaleil, 2005, 494 p., 22 euros. Disponible à Publico.

LA RÉÉDITION DE CE LIVRE est très importante pour deux raisons. Il est indispensable puisque c'est le meilleur ouvrage sur la question, en toute langue. Pierre Archinov a bien publié un ouvrage excellent dès son arrivée en exil, avec des documents, ses émotions et sa capacité. Skirda a repris patiemment les documents, les textes des blancs et des rouges, les itinéraires des uns et des autres pour établir le vrai poids du mouvement makhnoviste. Depuis une trentaine d'années, Skirda revoit, corrige, améliore son ouvrage.

L'importance de l'armée de paysans makhnovistes et de la stratégie de Makhno apparaît dans le fait que l'offensive de Dénikine – pratiquement aux portes de Moscou, le comité central préparant ses valises – fut incapable d'aboutir parce que les lignes arrières avaient été détruites par les makhnovistes.

L'armée de Wranguel fut également vaincue par Makhno.

Par contre, l'occupation autrichienne, les forces des nationalistes de droite, ainsi que le sabotage effectué par l'Armée rouge commandée par Trotski, furent autant des ennemis constants des makhnovistes.

C'est cette épopée, ses capacités militaires issues de la base, cet homme, cet ensemble de camarades aux qualités exceptionnelles Victor Belash, Zidov, etc., cet immense espoir de concrétiser les soviets libres que Skirda nous restitue.

« Les travailleurs eux-mêmes doivent choisir librement leurs soviets; soviets qui accompliraient la volonté et les décisions de ces mêmes travailleurs, soit les soviets exécutifs et non pas autoritaires. [...] Et ce n'est que par la destruction de l'État et aux moyens de la révolution sociale qu'il sera possible de réaliser un véritable régime socialiste soviétique des ouvriers et des paysans. » (p. 460)

Le mouvement makhnoviste a toujours été ouvert à d'autres courants politiques, même si le poids des idées anarchistes a été

primordial. Skirda consacre un chapitre à cette question passionnante.

Skirda est une référence en Russie grâce à la double tâche qu'il s'est fixée: publier tous ses ouvrages en russe sans copyright. Du reste, deux portails Internet reproduisent le texte de Makhno en russe.

En avril 2005, un professeur de l'université de Kostanaiskoy, dans le Kazakhstan, Yu. Bondarenko a publié un long article sur les capacités constructives du peuple russe dans le passé et en se fondant sur un autre livre de Skirda: l'introduction du livre *Les Anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917*.

La supériorité du livre de Skirda sur les autres ouvrages traitant cette question ne vient pas seulement du recul qui permet de consulter plus de matériel. Skirda est un lecteur persévérant, penché sur la question depuis l'enfance. C'est un parfait bilingue, cultivé en français et en russe, curieux des nouveautés et à la quête de nouveaux témoignages.

C'est pourquoi le livre sur Makhno fourmille de données. Et, en fait, bien des documents en annexe auraient pu être dans le texte et vice-versa. Par exemple, la déclaration « À tous les paysans et ouvriers d'Ukraine » de janvier 1920 (pp. 208-210) et l'excellent tract: « Qui sont les makhnovistes et pourquoi combattent-ils? » (document v, p. 459).

À ce propos, il aurait été judicieux que la table des matières reproduise les titres des documents en annexe comme « Camarades paysans! », « À bas le combat fratricide! », « À tous les travailleurs de la charrue et du marteau! », « Ouvriers, paysans et soldats rouges! », etc.

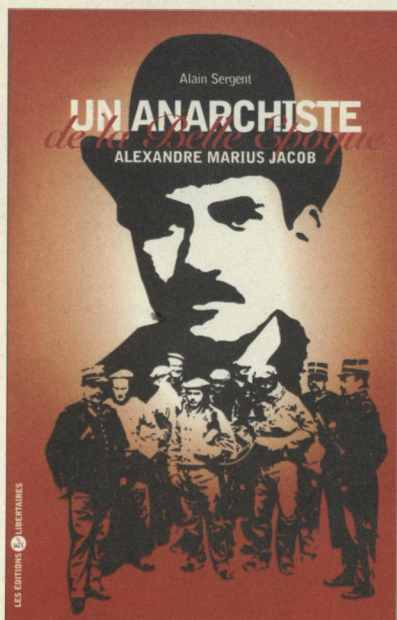
Un livre indispensable pour notre culture et aussi pour notre réflexion: les makhnovistes face au pouvoir et à la nécessité de protéger la réalisation collective s'en sont servis en le moulant dans un cadre libertaire.

Frank Mintz



# Un anarchiste de la Belle Époque

## Alexandre Marius Jacob



MARS 1905, au tribunal d'Amiens, se tient le procès de quelques cambrioleurs. La presse les nomment « les travailleurs de la nuit », et celui qui passe pour leur chef, Alexandre Marius Jacob, se sert de ce procès comme d'une tribune: « Le droit de vivre ne se vend pas, dit-il, il se prend. »

Marius Jacob, avec ses complices ou parfois seul, a commis plus de cent cinquante cambriolages, s'attaquant aux « parasites sociaux », à savoir: les curés, les militaires et les bourgeois, et redistribuant (pas toujours) 10 % du butin au mouvement libertaire.

« Le vol, c'est la restitution, la reprise de possession. Plutôt que d'être cloîtré dans une usine, comme en un bagne; plutôt que de mendier ce à quoi j'ai droit, j'ai préféré m'insurger et combattre pied à pied mes ennemis en faisant la guerre aux riches, en attaquant leurs biens. Certes, je conçois que vous auriez préféré que je me soumette à vos lois, qu'ouvrier docile et avachi je crée des richesses en échange d'un salaire dérisoire, et que le corps usé et le cerveau abêti, je m'en aille crever au coin d'une rue. Alors vous ne m'appelleriez pas « bandit cynique » mais « honnête ouvrier ». Usant de la flatterie, vous m'auriez même accordé la médaille du travail... Les prêtres promettent un paradis à leurs dupes, vous vous êtes moins abstraits, vous leur offrez un chiffon de papier! Je vous remercie beaucoup de tant de bonté, de tant de gratitude, Messieurs! Je préfère être un cynique conscient de ses droits qu'un automate, une cariatide... »

Jacob, échappe à la guillotine mais est condamné au bagne de Cayenne, à perpétuité. Il en sort pourtant en 1927 (après dix-sept tentatives d'évasion) suite à la campagne d'Albert Londres contre les bagnes.

Libre, il devient marchand forain et continue à côtoyer le mouvement libertaire, jusqu'au 28 août 1954 où il se suicide « avant que son corps le lâche ». Ses derniers mots: « Linge lessivé, rincé, séché, mais pas repassé. J'ai la cosse. Excusez. Vous trouverez deux litres de rosé à côté de la paneterie. À votre santé. »

Les Éditions libertaires ont eu la bonne idée de rééditer ce livre d'Alain Sergent, paru en 1950. Un des meilleurs livres écrits sur le sujet pour la simple et bonne raison que l'auteur, pour écrire ce livre, a dû multiplier les discussions et les rencontres avec Jacob lui-même et, donc, d'avoir les informations à la source. Ce qui donne un livre qu'on lit comme un roman (ce n'est pas pour rien que Maurice Leblanc s'est inspiré de Jacob pour créer son personnage d'Arsène Lupin), car la vie de Jacob a toujours été truffée d'aventures. Ce n'était pas un révolutionnaire de salon.

Dans un anarchiste de la belle époque, on suit donc Alexandre Marius Jacob, de son enfance, où il s'engage dans la marine après avoir lu Jules Verne, à sa rencontre avec les anarchistes lorsqu'il a 16 ans; son premier passage en prison; sa prise de conscience; les cambriolages; le procès et un long témoignage sur la vie de bagnard.

Un vrai roman d'aventures, et libertaire en plus, ça ne se refuse pas.

Jean-Pierre Levaray

Alain Sergent, *Un anarchiste de la Belle Époque*, Alexandre Marius Jacob, Éditions libertaires, 2005, 180 p., 12 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.





## Attaque sur le chemin, le soir, dans la neige

ÇA COMMENCE par une mère et son fils, qui se disputent violemment dans une cuisine. Ou par le même qui, un autre jour, fout son amant à la porte. Avec, dans les deux cas, le fils, l'homosexuel, Rainer Werner Fassbinder, plus connu comme cinéaste (mais de cela il ne sera question qu'en creux), comme pôle négatif, agressif, de ce triangle qu'il faut faire chauffer jusqu'à son point de fusion – jusqu'à son point d'explosion. Et la question de la RAF comme sommet du triangle de crise. L'équation, telle que la pose Alban Lefranc, est d'une brutale simplicité: RFA + RAF = RWF (soit: un pays divisé par le terrorisme révolutionnaire produit un créateur en état de paroxysme). Très loin des préciosités des *Cahiers du Cinéma*, le sujet est d'abord ici politique. Alban Lefranc fait sentir l'atmosphère étouffante qui pèse sur l'Allemagne des années 70: le président de Bavière déclarant « qu'un pays capable de telles prouesses économiques a le droit de ne plus vouloir entendre parler d'Auschwitz », les prises d'otages de la RAF, comme une réaction démente à tant d'obscénité, la demande répressive d'un peuple qui ne souhaite pas penser à autre chose qu'à la croissance, et RW Fassbinder qui, tout à la fois, souffle sur le feu, s'ébouillante et plonge la tête de son spectateur dans ce chaudron infernal. Pas de glose cinéphilique donc, dans ce court roman d'Alban Lefranc, pas de tartine jargonnante sur la discursivité filmique, mais la volonté de retrouver, avec le matériau des mots, l'énergie monstrueuse de cet homme qui réalise quarante-trois longs métrages avant de mourir, épuisé, à 37 ans. L'alcool, les

drogues, le sexe éperdu, les hurlements ne sont que les carburants comme toute contingents d'une énergie qui aurait pu se dépenser en pure perte, ne se donnant que la destruction pour objet, s'il n'y avait eu, malgré tout, la rage de filmer. Filmer l'aliénation, mais au plus près, là où elle s'inscrit dans les corps: les marchandages affectifs, la consommation de soi et des autres, l'exploitation sexuelle. Filmer cela en refusant toute rédemption par la forme, en restant dans la laideur du banal, jusqu'au bout. « Ce seront des histoires simples, de pauvres mélos. Une vieille femme et un travailleur immigré, un marchand de fruits et légumes qui pousse son cri dans les cours, un prolo exploité jusqu'à l'os par le milieu bourgeois où il s'est introduit par effraction. [...] Il faudra que le spectateur s'impatiente un peu, trouve tout cela un peu trop théâtralisé, un peu trop systématique, vous ne trouvez pas? Que sa méfiance se relâche [...] et que sur l'écran soudain sans crier gare des supplicés fassent des signes sur leurs bûchers. » Pas besoin d'avoir vu l'intégrale Fassbinder, ce roman se suffit à lui-même, donnant à voir la trajectoire d'un météore, sa chute, et tous les points de frottement avec l'époque qui ont causé son embrasement. On en ressort lessivé et électrisé; ce portrait d'un écorché vivif nous a mis, à nous aussi, les nerfs à vif.

Edouard

*Attaques sur le chemin, le soir, dans la neige*, d'Alban Lefranc, éd. Le Quartanier & Hogarth Press II, 2005.

## Bonjour docteur Picard !

SI, COMME RENÉ MAGRITTE s'est employé à le montrer avec une évidence imparable dans l'un de ses tableaux parmi les plus célèbres, le *Thérapeute* est bien cette sorte de fantôme qui protège en lui-même la cage ouverte aux oiseaux, alors de thérapeute, nous en possédons un de la meilleure espèce avec Georges Picard. Un bon thérapeute n'est-il pas en effet celui qui possède assez de recul et de sensibilité pour s'immerger, sans en périr lui-même, dans l'océan des maux qui reviennent avec chaque marée du sens? Depuis *Histoire de l'illusion*, pas moins d'une dizaine de livres se sont ainsi penchés sur notre inguérissable condition, et chaque fois, la précision du diagnostique s'en est accrue. Mais au lieu que la lucidité du scripteur nous conduise aujourd'hui vers l'amère constat d'un scepticisme ravageur, c'est notre capacité à vivre mieux, plus conscients et plus libres de nos choix que ce livre développe à travers l'étude d'un sujet majeur: l'ivresse. En simplifiant énormément, on pourrait poser que *Du bon usage de l'ivresse*, possède la structure d'un essai mais il faudrait alors ajouter qu'il s'agit d'un essai d'une espèce résolument moderne, sans aucun des défauts qui trahissent en général l'empreinte du moule universitaire. Ce livre pourrait tout aussi bien se présenter comme une conversation approfondie, un monologue, un penser à voix haute, ou la déconstruction calme et joyeuse des mauvais plis qui finissent par transformer un visage jadis avenant en faciès de con austère et dogmatique. Georges Picard est un surdoué de la lucidité bonhomme, celle qui met à nu les travers du discours d'opinion; marque des grandes plumes mais aussi des livres qui ne vieillissent pas, en résumé bons à vivre. Généralement, qui rend visite au thérapeute se trouve dans une situation d'urgence qui exige une réponse appropriée au mal dont il souffre, demande à laquelle les imposteurs patentés répondent par des allégations mystico-religieuses qui ne résolvent rien que les maux rémanents des dogmes en périls et non ceux des mal-portants que nous sommes. *Du bon usage de l'ivresse* est le titre joyeux qui masque un titre plus sérieux qui pourrait être: *Du bon usage que l'on peut faire de soi en dépit des imposteurs et du reste*. Un gaisavoir sans penchant tragique; exactement la prescription qui convient pour mettre un terme provisoire-mais c'est à chacun n'est-ce-pas, de stabiliser ce don-ci? – au désordre induit des sens et des pensées. Un bon thérapeute n'administre aucun remède, il se contente de dénouer l'écheveau complexe des pathologies afin d'offrir aux patients la topographie la plus claire possible de leur état délétère et de ses causes plus l'horizon ouvert d'une autre voie possible. On gagnera beaucoup à picorer pendant l'été des graines de vrai bonheur chez un penseur doublé d'un prosateur hors norme, capable de toucher tous les publics, de parler toutes les langues sans en dénaturer les vertus.

*Du bon usage de l'ivresse* par Georges Picard chez José Corti, [www.jose-corti.fr](http://www.jose-corti.fr)

Claude Margat



Bien avant qu'existe la notion d'État, certains parmi la communauté des êtres humains assoyaient déjà leur domination sur les autres au moyen de la religion, censée être le point commun reliant les habitants de notre planète. Prétendus détenteurs du savoir universel, ils asservissent toujours les populations en les soumettant à leurs lois qu'ils imposent comme venant d'un ou de plusieurs êtres supérieurs omnipotents. En fait l'histoire nous montre qu'ils ont été de tout temps des freins à l'évolution et à l'émancipation des individus.

Fauteurs de guerres, massacreurs des récalcitrants, les religieux, quelle que soit leur école, tentent de maintenir l'humanité dans une pénombre au milieu de laquelle ils seraient les seules lanternes. N'oublions pas qu'il aura fallu attendre 1992 pour que Galilée soit définitivement réhabilité par le pape, et que Giordano Bruno lui ne l'est toujours pas.

L'État lui-même, ce rival de l'Église dans la domination sur l'individu, a mis des siècles pour s'émanciper partiellement de la religion. En France, la révolution de 1871 n'a réussi cette séparation que très provisoirement, et même si la laïcité, censée séparer l'Église et l'État, est inscrite dans la constitution de 1946, nous assistons toujours, à l'occasion de la mort de quelque potentat ou lors de grandes catastrophes, à des messes plus ou moins officielles. Même la lutte des classes a été récupérée par les ensoutanés et leurs syndicats calotins. Il est donc toujours nécessaire de combattre l'obscurantisme religieux que tentent de nous imposer les empapaoutés, enturbanés et autres calottés.

Cette brochure éditée par les éditions du Monde libertaire est là pour vous y aider.

Christophe Danis

## Outragé...

Dans le numéro 1405 du Monde libertaire, nous vous appelions à venir soutenir François, militant du RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) et du groupe Idées noires de la Fédération anarchiste, qui passait devant le Tribunal de grande instance de Paris pour outrage et violence sur agent de la RATP, après s'être interposé face à des contrôleurs

qui s'en prenaient à un sans-papiers. Soutenu par une quarantaine de militants du RATP, de la FA, de la CNT Vignolles, de la CNT AIT, du 9<sup>e</sup> collectif de sans-papiers, de AC!... Relaxé en ce qui concerne les accusations de violence, François a été condamné pour outrage à 600 euros avec sursis et un euro de dommages et intérêts.

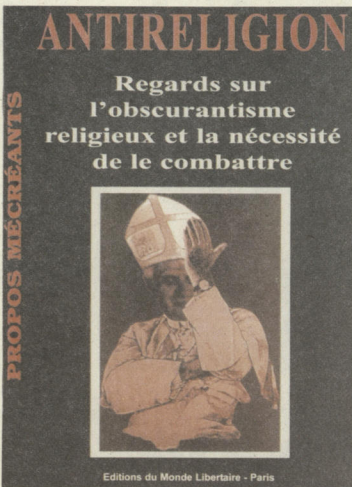
## Concert de soutien aux disques Futura & Marge

**Lundi 19 septembre 2005 à partir de 20 heures, au Sunset-Sunside : 60, rue des Lombards à Paris**

Il est dans la nature d'un concert de soutien de déborder du cadre, voire de dépasser les limites. Et de répondre à une situation de crise, comme celle qui touche les labels Futura et Marge après le procès qui a été intenté par un photographe à Gérard Terronés, en redoublant de vie et d'imagination. La liste extraordinairement variée et encore incomplète des amis et compagnons improvisateurs qui ont annoncé leur venue le lundi 19 septembre prochain, au Sunset-Sunside, est à elle seule significative de l'étendue couverte de tout temps par ces deux labels, aussi inclassables que les musiques qu'ils ont non seulement défendues, mais illustrées.

Participation : 20 euros ou plus

La recette du concert sera versée sur le compte bancaire « Les Allumés du jazz, Solidarité Futura-Marge ».



### Jeudi 15 septembre

**Bistouri oui-oui:** de 19h30 à 20h30, recevra Hélène Hazera, figure historique du mouvement trans' en France. Elle nous fera part de son expérience de militante, du sida chez les trans'... Nous parlerons également de l'AG des trans' et de la marche Existrans 2005.

### Vendredi 16 septembre

**Offensive** de 21 heures à 22h30 invitera les organisateurs de « TNT » (Tirs nourris sur la télévision).

**Jazz en liberté** de 22 h 30 à 1 h. Alain Jean-Marie, Claudia Solal, David Murray, Eric Barret, Gérard Marais, Hal Singer, Jack Gregg, Magic Malik, Raymond Boni, Ricky Ford, Serge Adam, Steve McCraven

### Samedi 17 septembre:

**La philanthropie de l'ouvrier charpentier** de 10 heures à 11h30. Interview de Roger Martin pour son livre *L'empire du mal/dictionnaire iconoclaste des États-Unis*. Après la conquête de la Lune, la face cachée des États-Unis.

**Chroniques rebelles** de 13h30 à 15h30. III<sup>e</sup> festival de films Femmes en résistance au silence. Solidarité et transmissions du vendredi 23 septembre au dimanche 25 septembre 2005 au Centre culturel Jean-Vilar (Arcueil, 94).

### Dimanche 18 septembre

**Des mots, une voix** de 15h30 à 17heures recevra l'écrivain Olivier Adam pour ses livres *Je vis bien, ne t'en fais pas* sorti aux éditions Le Dilletante et pour *Falaises* sorti aux éditions de l'Olivier.

### Mercredi 21 septembre

**Femmes Libres** : de 18h30 à 20h30  
Présentation du festival Femmes en résistances : Femmes en résistance au silence. Solidarité et transmission. Du 23 au 25 septembre 2005 au centre culturel Jean-Vilar à Arcueil (94).

**89.4 MHz**  
en région parisienne  
et  
[federation-anarchiste.org/rl/](http://federation-anarchiste.org/rl/)  
dans le reste du monde



## Vendredi 16 septembre Paris.

Meeting de solidarité avec les lycéens inculpés, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau (Métro République).

## Samedi 17 septembre Paris 20<sup>e</sup>

À partir de 18h00 au 33 rue des Vignes, Le syndicat CNT santé social région parisienne organise une discussion autour de la précarité et un concert acoustique avec Fred Alpi. L'entrée est à prix libre.

## Saint-Ouen-l'Aumône

Le syndicat Fonction publique territoriale de la Confédération Nationale du Travail (CNT) du Val-d'Oise, avec comme invité le collectif libertaire du 95 l'insurgé, l'invite à participer aux débats : Paroles libertaires de 15h00 à 18h00 au parc des sports de boulevard Ducher, gare Saint-Ouen-l'Aumône Église.

## Bieuzy-les-Eaux (Morbihan)

VII<sup>es</sup> rencontres LIBER TERRE Spectacles, chansons, lectures, débats et pique-nique... Hommages à Élisée Reclus, Louise Michel, Françoise d'Eaubonne... Avec Roger Dadoun, Ronald Creagh, Claire Auzias, Marc Ogeret... Information et réservation : 02 97 2776 98 (liber.terre@wanadoo.fr) Les rencontres continuent le lendemain 18 septembre.

## Samedi 24 septembre Bar-le-Duc

À 13 heures manif nationale anti-nucléaire, hall des expositions « Cette mobilisation est importante et nous devons y être nombreux!!! » Il y a des cars qui partent de Paris (rendez-vous 8h15 précises place de la République devant le magasin «GO sport» ; 15 euros AR ; retour 21 heures)

## Non à la répression du mouvement lycéen

Amendes de plusieurs milliers d'euros, peines de travail d'intérêt général (TIG), prison ferme ou avec sursis..., telles sont les réponses de l'institution judiciaire à un mouvement social qui a osé remettre en cause la loi du ministre Fillon, remercié depuis. Ils sont une quarantaine, lycéens, lycéennes, profs et soutiens à être ainsi convoqués devant les tribunaux (prochains procès : 22 septembre et 13 octobre 2005). Comme pour les postiers de Bègles, les faucheurs d'OGM..., la contestation se paye cher. Meeting vendredi 16 septembre, 19h00, Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, M<sup>o</sup> République.

## Paris 18<sup>e</sup>

À 15h30 : Présentation du livre *La Fiat mains des ouvriers - L'automne chaud de 1969 à Turin*, Diego Giachetti et Marco Scavino (2005), suivie d'un débat animé par les traducteurs au 10, rue Robert-Planquette.

## Dimanche 25 septembre Merlieux(02)

Salon du livre anarchiste organisé par le groupe Pierre Kropotkine de la Fédération anarchiste ; à l'athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles Tel/fax 03 23 80 17 09 Concert de Fred Alpi.

## Vendredi 30 septembre Ivry (94)

Céline Caussimon accompagnée à la clarinette et à l'accordéon par Viviane Arnoux, et à la contrebasse et au trombone par Jean-Luc Arramy ; se produira, ainsi que le lendemain au Forum Léo-Ferré : au 11, rue Barbès.

## Samedi 1<sup>er</sup> octobre Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème «Le XXI<sup>e</sup> siècle sera athée ou ne finira pas» avec Jocelyn Bezecourt (athéisme.org) à 20h30 au 1bis, rue Émilie, près de la gare RER E.

## Mardi 11 octobre Paris

Agnès Bihl commence une série de concerts au théâtre du Renard, et ceci jusqu'au 5 novembre (relâche les dimanches et lundis).

## Vendredi 14 octobre Ivry (94)

Gilbert Lafaille se produira au Forum Léo Ferré : 11, rue Barbès, accompagné au piano par Léo Nissim.

## Samedi 15 octobre, à 15h30 Paris 18<sup>e</sup>

L'athéisme aujourd'hui, débat animé par Jocelyn Bezecourt au 10, rue Robert-Planquette - Métro Blanche ou Abbesses

## Vendredi 28 octobre Amiens (80)

Concert de Fred Alpi à 20h30 le relais du campus 110, bd Châteaudun 80000 Amiens.

agenda



# FORUM SOCIAL LIBERTAIRE Merlieux

## SALON DU LIVRE ANARCHISTE

Dimanche 25 septembre  
2005

Groupe Pierre Kropotkine  
Fédération Anarchiste

Athénée Libertaire - 8, rue de Fouquerolles - 02000 Merlieux - Tel 03 23 80 17 09  
groupe.kropotkine02@wanadoo.fr

Radio libertaire Off sur 106,2 Mhz

